



Retrait de la MONUSCO

Comprendre le rôle des médias et l'engagement des comités locaux de sécurité et protection dans la prévention des conflits et menaces pendant la transition au Sud-Kivu

Josaphat Musamba & Sylvie Imata

BENEVOLENCIJA GRANDS LACS
(Suivi, évaluation & Apprentissage)

Juin 2024
Bukavu

media
4
DIALOGUE



Benevolencija Grands Lacs

Photo (Sange: Bâtiment administrative de terriore d'Uvira) : Justin Sinderi

Pour citer ce rapport : Musamba, J., & Imata, S. (2024). *Retrait de la MONUSCO : Comprendre le rôle des médias et l'engagement des comités locaux de sécurité et protection dans la prévention des conflits et menaces pendant la transition au Sud-Kivu* (p. 26). Benevolencija Grands Lacs.

Table des matières

.....	1
REMERCIEMENTS.....	2
ACRONYMES.....	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	4
INTRODUCTION.....	5
1. CONTEXTE SÉCURITAIRE (PRÉ & POST) RETRAIT.....	8
1.1. Contexte socio-sécuritaire complexe.....	8
1.2. Groupes armés « Wazalendo » et champ sécuritaire local.....	8
1.3. Expansion du « M23»au Sud-Kivu.....	8
1.4. Crises sous - régionales : Des alignements sécuritaires ?.....	9
2. LES MEDIAS : RÔLES ET ENGAGEMENTS.....	10
2.1. <i>Champ médiatique et retrait de la MONUSCO.....</i>	10
2.2. <i>Construire la confiance envers les forces de défense et de sécurité.....</i>	10
2.3. Aborder le rôles des comités locaux de protection.....	11
2.4. Transition et émissions du retrait : « Les radios doivent renforcer la sensibilisation ».....	11
2.5. Informations du départ et dynamiques sécuritaires.....	11
3. PERCEPTIONS LOCALES.....	13
3.1. « la Monusco n'a rien fait ».....	13
3.2. « ...son départ c'est un manque à gagner...».....	13
3.3. Accusations « d' impartialité » et mémoires de Kamananga.....	14
4. PROTECTION DES CIVILES.....	15
4.1. Effets sur la stabilité et la sécurité.....	15
4.2. Conséquences sur la protection des civiles.....	15
4.3. Comblers le « vide » : «...Elles n'ont pas de moyens suffisants... ».....	16
4.2. Mécanismes locaux de protection des civils.....	16
4.3. Rôles des comités locaux de sécurité.....	17
5. RESURGENCE DES CONFLITS.....	18
5.1. Conflits récurrents et cohésion communautaire.....	18
5.2. <i>Risques de résurgence des conflits.....</i>	18
5.3. <i>Conséquences du retrait sur les femmes et les enfants.....</i>	18
5.4. <i>Esquisses des politiques d'atténuation.....</i>	19
CONCLUSION.....	20
RÉFÉRENCES.....	22

REMERCIEMENTS

La production du présent rapport a été facilitée avec l'accord de plusieurs partenaires outre les interventions des acteurs sur terrain. Nous tenons à remercier notre bailleur de fonds l'Ambassade de Pays-Bas à Kinshasa et le bureau de coordination à Goma pour l'initiative et l'accompagnement. Ensuite nous remercions la DDC pour ses contributions dans le processus du design de la recherche. Nos remerciements s'adressent également à monsieur John Bitaha (Conseiller politique à l'Ambassade du Royaume de Pays-Bas, bureau de Goma), Johan Deflander (Coordonnateur regional du projet M4D phase III, basé à Nairobi), Nielsen Witanene (Chef de bureau La Benevolencija en RDC, bas » à Goma) et madame Indira Bedi-Thomas (cheffe de programme de la Benevolencija basée à Amsterdam) pour leurs inputs et accompagnements. Finalement, à tous ceux qui ont répondu à nos questions aussi bien à Kamanyola, Bukavu, Uvira, Sange, Bunyakiri et Kavumu ainsi qu'aux chercheurs. Nous sommes reconnaissants des voies efforts et engagements dans les échanges et la collecte des données.

ACRONYMES

CLS/E	Comité local de sécurité Élargi
CLP	Comité local de Protection
CNRD	Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie
DDC	Direction de Développement et de la Coopération (Suisse)
FDNB	Forces de défense nationales du Burundi
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FONGI	Fédérations des organisations Non Gouvernementales Internationales
FDS	Forces de défense et de sécurité
GCP	Groupe de Coordination des Bailleurs
M4D III	Media For Dialogue phase 3
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
P-DDRCS	Programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation
TAFOC	Task forces Commando
VNGi	Vereniging Nederlandse Gemeenten International
M23/AFC	Mouvement du 23 mars / Alliance Fleuve Congo
RED-Tabara	Résistance pour un État de Droit-Tabara
OBC	Organisations à Base Communautaire
DDR	Désarmement, démobilisation et Réintégration
PNC	Police Nationale congolaise

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Centré sur l'analyse et la compréhension des perceptions locales des auditeurs des radios et des administratifs envers le retrait de la Monusco en province du Sud-Kivu ainsi que le rôle que les médias communautaires devraient jouer, l'enquête menée en province du Sud-Kivu est arrivée temporairement à des conclusions et arguments ci-après :

- 1) Le retrait progressif dans certaines zones et effectif dans les autres est perçu différemment autant que les populations perçoivent le travail de deux décennies effectuées par la MONUSCO dans son mandat de protection des civils et de leurs biens. Alors que les déploiements des militaires dans la plaine de la Ruzizi (Kamanyola, Nyangezi et Kigoma) ont résolu certains problèmes, ils ont été au centre des frictions avec des populations. La présence de la MONUSCO et son retrait sont perçus en fonction des rapports entre la mission et les habitants ; entre les autorités locales et la MONUSCO. Elles sont aussi fonction des milieux et des types de rapports professionnels. Trois tendances majeures se sont présentées: Des perceptions radicales allant dans le sens négatif, ils démontrent que la Mission ne servait en rien, d'autres nuancent leurs perceptions pendant que les derniers en majorité ceux de l'administration perçoivent la MONUSCO positivement en termes de ses appuis et ses nombreuses contributions dans la consolidation de la paix, les patrouilles et les processus de démobilisation.
- 2) Malgré la présence des militaires burundais et les forces étatiques, le vide laissé par la Monusco pourrait être comblé si et seulement si les FARDC et la PNC ou les TAFOC ont des moyens, les capacités de manœuvre suffisantes et/ou le renforcement de leurs capacités sur les pratiques de protection des civiles et des appuis logistiques étatiques suffisants
- 3) Si le risque de la résurgence des conflits sont énormes surtout en ce qui concerne des conflits les plus permanents dans certaines entités, des habitants pensent que ces derniers ont existé avant et pendant les nombreux mandats de la MONUSCO et ils devront co-évoluer avec les communautés malgré le départ de la MONUSCO, seulement qu'il faille les prévenir et bien les circonscrire. Les perceptions communautaires par rapport au retrait sont controversées (négatives, nuancées et très peu sont favorables).
- 4) En ce qui concerne la protection des civiles, les avis sont partagés, certains responsabilisent l'État et ses forces de défense et de sécurité, pendant que d'autres veulent que l'on tienne comptes des acteurs armés privés et non-Étatiques bien que la dernière frange estime que les CLS et les CLP devrait assurer la relève dans les processus d'alerte rapide.
- 5) En ce qui concerne les médias, ces derniers ont des rôles majeurs à jouer. D'abord, c'est informer les auditeurs et la populations du retrait de la Monusco et les défis à relever construire une culture de confiance auprès des auditeurs et de la populations envers les forces de défenses et de sécurité afin de jouer pleinement leur rôles et assurer la sécurisation et la protection des civiles enfin organiser des débats et émissions sur les avantages de la cohésion communautaire dans la zone. Si certains médias communautaires ont invité des populations à faire confiance aux forces de défense et de sécurité dans la transition post-Monusco, nombreux n'ont pas élaboré des émissions spécifiques centrées sur le retrait et la gestion de la sécurité, la protection des civiles et là relève pour certaines fonctions.
- 6) Les médias communautaires et les corporations médiatiques devraient accompagner les autorités locales et des projets locaux de sécurisation, des alertes non seulement dans les milieux urbains mais aussi ruraux.

En guise des actions et piste d'interventions, quatre secteurs pratiques ont été retenus temporairement dans lesquels la contribution des médias est requise :

- 1) **Premièrement, c'est d'appuyer des actions de prévention de la complexification des crises humanitaires.** Des acteurs qui travaillent sur résolution pacifique devraient travailler dans la prévention des conflits et les bailleurs allouer des financements sur les actions de préventions des conflits transgénérationnels nexus armés dans les centres de diffusion. De mêmes accompagner les logiques des consortium entre les ONGI et celles locales dans leur conversions sur les sujets que les casques bleus et la Monusco suivaient dans les zones du Sud-Kivu.
- 2) Ensuite c'est de **renforcer les structures et mécanismes locaux de sécurité (étatiques et celles de la société civile).** Afin de reprendre le relais de la Monusco et sa section des affaires civiles dans les zones mais aussi ses institutions comme le comité local de protection, il serait mieux que les médias aident et facilitent à faire la vulgarisation, d'aider à les institutionnaliser et les appuyer sur le plan de communication (logistique) pour pérenniser les acquis et perpétuer la logique d'alerte précoce.
- 3) Appuyer des **projets qui accompagnent la gestion participative des « probables vides sécuritaires ».** Concrètement, il sera question d'assurer la transmission publique pour appuyer des organisations locales, les comités locaux de sécurité et de protections
- 4) **Les médias communautaires, dans leurs diversités, devraient jouer des rôles majeurs dans la transition post-retrait Monusco.** Ceci implique qu'ils associent dans leurs grilles, des programmes spécifiques liés au retrait et la transition post-MONUSCO; ceux liés à la relève et substitution de la MONUSCO dans les zones. Accompagner des programmes et campagnes médiatiques sur les politiques de fidélisation aux forces de défense et de sécurité, la confiance à accorder aux forces mais aussi leurs relations civilo-militaires dans les zones où le retrait est effectif.

INTRODUCTION

Le 30 novembre 1999¹, les Nations Unies, à travers la MONUC se sont établies en RD Congo en vue d'élaborer un plan d'observation du cessez-le-feu signé à Lusaka entre le gouvernement congolais et États voisins qui étaient impliqués dans la deuxième guerre du Congo ainsi d'observer le désengagement des groupes armés. Etant donné que le pays était divisé, MONUC était une alternative à la réunification. Comme dans les autres pays déchirés par les conflits armés et des guerres civiles, les missions de maintien de la paix y ont été envoyées, c'est fut le cas pour la RD Congo. En fonction des priorités et des évolutions, elle a changé des mandats et ses déploiements. Conscient des évolutions encourues, le 1 juillet 2010 le conseil de sécurité transforma la MONUC en MONUSCO. De la mission d'observation, elle devint celle de stabilisation avec des priorités, la protection des civiles à côté d'autres tâches essentielles (Comme appuyer la tenue des cycles électoraux depuis 2006 à 2023 récemment). En dépit de son accompagnement, le régime de Joseph Kabila enclenchait les procédures aux Nations Unies pour demander son retrait bien que c'est avec le régime Tshisekedi Tshilombo l'ait rendu effectif. Comment expliquer son retrait progressif du Sud-Kivu dans un contexte de conflits récurrents, des tensions sous-régionales et de précarités structurelles des forces congolaises de défense et de sécurité (FDS) ? L'on peut voir que dans une vidéo diffusée sur la chaîne de TV5 Monde², des policiers congolais se plaignent de mauvaises conditions de vie et de travail, bref leur quotidien³ après le départ de la MONUSCO de Kamanyola.

Historiquement, les Nations Unies ont marqué la présence au Congo, de l'Est à l'Ouest; du Sud, centre et le Nord. Etant donné l'implication dans la stabilisation, les Nations Unies, sur demande de l'État congolais, commençaient par réduire leur présence selon un plan de désengagement. Ainsi, certains casques bleus commençaient à quitter le territoire plus de 20 années⁴ après. En marge des entités de l'Ouest, la mission de stabilisation avait procédé à la réduction des effectifs non-essentiels, puis elles les ont concentré dans les centres de diffusion⁵ les plus critiques.

En 2023, l'État congolais avait engagé des négociations avec les Nations Unies sur les modalités du retrait dans les cinq provinces où les effectifs étaient concentrés. Si la Mission se retirait de la province de Tanganyika, la phase récente était celle de la province du Sud-Kivu. Dans un rapport⁶, le secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies défendait les possibilités de transfèrement des compétences entre les staffs de la MONUSCO aux institutions congolaises ainsi qu'à celles qui devraient la relayer en cas de retrait. Si les questions sécuritaires ont été traitées dans un contexte différent, les perceptions locales demeurent controversées. Elles sont opposées entre les centres urbains et des milieux ruraux. Elles dépendent des effets de l'instrumentalisation des mouvements citoyens ou des organisations de la société civile hostile malgré qu'ils aient bénéficié de ses services et appuis. Au Sud-Kivu, alors qu'elle venait de remettre le camp de Mikenge ce 30 avril 2024 aux forces de l'ordre et de sécurité ; pendant que celui de Kamanyola et de Bulambika (Bunyakiri) leur furent remis⁷ comme pour les substituer.

Le contexte sécuritaire au Sud-Kivu est complexe malgré la présence ou l'absence de la MONUSCO. Bien que les Casques Bleus eussent été présents dans les secteurs de Lulenge et Itombwe, les déplacées internes Banyamulenge souffrent à moins que les forces de défense nationales du Burundi (FDNB) le relaient autant les déplacés Bembe et Banyindu sont impactés. Si à Baraka, la MONUSCO et ses casques bleus marquent leurs présences, elles n'auraient pas réduit les exactions commises par les groupes armés en territoire de Fizi⁸. À Kalehe par ailleurs, malgré sa présence, Bunyakiri (Centre de Bulambika, Kambali et Bututa), les groupes armés⁹ influencent les enjeux actuellement. Dans le territoire de Walungu, le départ peut être perçu avec des lunettes différentes. Pendant que cette lecture n'était qu'une analyse limitée de l'ensemble des problèmes d'insécurité que rencontre la province de Sud-Kivu, au moment de la retraite de la MONUSCO. Pour en avoir une vision plus globale, nous avons pris en compte les localités et l'ensemble des acteurs présents sur terrain qui perturbent la quiétude. Le départ de la MONUSCO devrait être suppléé par les forces de défense et de sécurité (FADRC, PNC et ANR) ainsi que les rôles que jouent les comités locaux de sécurité élargis dans les entités libérées. Si dans certaines, les forces de défense et de sécurité ont été délégitimées (Minembwe)¹⁰, les avis demeurent divergents.

Par ailleurs, les médias devraient jouer un rôle majeur dans la construction de la confiance, en plus dans l'inculcation d'une culture de redevabilité auprès des populations. Ceci aurait pour finalités d'apporter leurs concours aux forces de défense et de sécurité comme elles collaboraient avec les casques Bleues. L'autre paire de la crainte est que les médias joueraient parfois de rôles de division ou de construction d'une disposition négativiste envers les initiatives de post-MONUSCO. Tantôt certains médias diffusent les émissions sur le départ et des stratégies de protection, tantôt des informations ne sont pas diffusées pourtant elles sont nécessaires dans la consolidation des acquis de protection des civiles. Les médias en province de Sud-Kivu, jouent un rôle important au niveau de la transmission de l'information suite au retrait de la MONUSCO. L'information est un facteur important qui faciliterait la transition d'une manière positive ou négative. Vu la tendance communautaire (et/ou identitaire) de certains médias dans certaines zones, il est important d'accompagner des producteurs d'information et journalistes à bien les préparer. Ceci pour pouvoir arriver à une situation où la population est correctement informée et comprend mieux le contexte de transition, comme il a été laissé après le départ. Alors que les Pakistanais ont quitté en date du 25 avril 2024 la cité urbaine de Kavumu, dans les autres entités, des soucis sécuritaires seraient avancées. Leur prise en compte devient cruciale et significative.

¹ MONUSCO, « Historique », MONUSCO, 25 février 2016, <https://monusco.unmissions.org/historique>.

² RDC : la dure réalité des policiers installés dans l'est, 2024.

³ Michel THILL, Robert NJANGALA et Josaphat MUSAMBA, *Placer le quotidien de la police au cœur de la réforme à Bukavu*, Nairobi, Rift Valley Institute & Polisi Siku kwa Siku, 2013.

⁴ BUREAU DU PORTE-PAROLE ET DES RELATIONS AVEC LES MEDIAS, « Les Casques bleus pakistanais de l'ONU quittent la RD Congo après plus de 20 ans de service » ; BUREAU DU PORTE-PAROLE ET DES RELATIONS AVEC LES MEDIAS, « Premier transfert de base de la MONUSCO aux FARDC, dans le cadre du désengagement du Sud-Kivu ».

⁵ Koen VLASSENROOT, Aymar N. BISOKA et Josaphat MUSAMBA, *Centers of Diffusion and their Potential Operational Response*, CRG et SPF, 2022.

⁶ CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, *Rapport du Secrétaire général*, New York, Nations Unies, 2023.

⁷ Armand MOUKO BOUDOMBO, « Insécurité : historique des interventions militaires étrangères en RDC », *BBC News Afrique*, 21 avril 2024, <https://www.bbc.com/afrique/articles/clweg305q72o>.

⁸ Autour de Misisi comme dans le groupement Basimimbi par les CNRD

⁹ Étiquetés Wazalendo dans leur diversité et compétition au niveau locale.

¹⁰ Josaphat MUSAMBA et Espoir RWAKIRA, « Guerres civiles dans les Hauts Plateaux de Fizi, Uvira et Itombwe : Comprendre la « délégitimation » d'une Brigade d'intervention rapide. - Groupe d'Etudes sur les Conflits la Sécurité Humaine ».

Trois grands centres de diffusion¹¹ des conflits sont connus en province du Sud-Kivu. En dépit de Hauts Plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itombwe), les dynamiques conflictuelles à Kalehe¹², opposant des communautés sur les rivalités foncières ont souvent été à la base de la déstabilisation et des tensions par des groupes armés interposés¹³. Malgré que les forces de défense et de sécurité y soient présentes, les effets du retrait progressif dans les zones sous tension et des conflits intercommunautaires devraient recevoir une attention soutenue. Néanmoins, depuis janvier 2024, le gouvernement congolais, par le truchement du Vice Premier Ministre en charge des affaires étrangères avait annoncé le retrait de la mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo. Si ce dernier n'était pas généralisé, son caractère progressif implique un début au Sud-Kivu, puis le Nord-Kivu et s'en suivra celle de l'Ituri car il devrait s'achever à la fin de l'année 2024.

En préparation de la visite du Groupe de Coordination des Bailleurs (GCP) au cours de la semaine du 27 au 31 mai 2024 en province du Sud-Kivu et dans le but d'associer les ONGI dans les discussions autour de la transition post-MONUSCO, la présente étude était menée au Sud-Kivu. Elle avait pour objectif de circonscrire les perceptions des habitants au niveau local et comprendre le rôle des médias pendant la transition; aussi envisager les interventions dans le futur ainsi que la gestion de la transition post-MONUSCO. Par ailleurs, une autre étude¹⁴ sur le sujet à travers la perspective nationale et urbaine (Goma et Bukavu) était en cours en termes, elle analyse les enjeux et perspectives du retrait de la MONUSCO de la RD Congo. Au cours de la phase initiale de l'étude, deux questionnements ont été posés entre autres :

- 1) Comment est-ce que les médias abordent-ils le départ de la Monusco dans leurs journaux ? Sachant que le processus ait été déclenché et que les casques bleus aient commencé à se retirer, comment les populations perçoivent-ils le retrait progressifs de casques bleues à travers les informations qui circulent en ce moment ? Cette recherche devrait compiler l'intérêt que les médias portent sur la question sécuritaire en générale dans la province.
- 2) Le deuxième axe devrait porter sur les besoins des médias (Communautaires/locaux) pour pouvoir traiter et s'engager dans cette nouvelle phase sécuritaire au Sud-Kivu : De quelle manière est-ce que les médias puissent renforcer et valoriser les différents efforts qui sont faits par les services de sécurité, les structures professionnelles, les ONG et la société civile pour développer une information qui est, à la fois, transparente et rassurante envers la population ? . Enfin, les médias eux-mêmes ont un rôle important à jouer dans la prévention des risques de la résurgence de l'insécurité et de l'instabilité dans les entités où la MONUSCO effectivement s'est retirée.

Quatre objectifs étaient poursuivis dans le cadre de la présente étude :

- 1) Comprendre l'opinion et les perceptions des populations dans les zones où la présence de la Monusco est effective, mais aussi se forger une réelle idée sur leurs attentes et craintes ;
- 2) Les recommandations et propositions sont connues et portées à la connaissance du Groupe de la coordination des bailleurs afin de construire une politique combinée de protection des civiles, de gestion des crises sécuritaires et d'atténuation des risques en cas de la résurgence des conflits dormant dans lesdites zones ;
- 3) Outre la production d'un document synthèse, une compilation des sources audio-visuelles qui sera produite afin de renforcer le plaidoyer et la sensibilisation, évaluer les accords, engagements et stratégies de la population (elle-même), ainsi que la société civile organisée pour combler le vide sécuritaire une fois la Monusco partie ferait partie des objectifs à long termes ;
- 4) Comprendre les rôles que jouent les médias communautaires dans le processus de transition sécuritaire, la légitimation des forces de défense et de sécurité et l'état de lieu du retrait de la Monusco dans les réseaux et contenus médiatiques du Sud-Kivu.

RESULTATS ATTENDUS

Trois résultats majeurs sont attendus à l'issue de la présente étude :

- 1) Un rapport synthèse contextualisant les perceptions des habitants et autorités locales autour du retrait de la MONUSCO. Les conclusions seront présentées en date du 28 mai 2024.
- 2) La contribution des médias du Sud-Kivu est connue afin de gérer la transition sécuritaire. D'un côté inviter les auditeurs et habitants à faire confiance aux forces de défense et de sécurité pour prévenir et gérer les tensions, rivalités et conflits qui resurgiraient avec le départ de la Monusco.
- 3) Les recommandations et propositions de la population sont connues et portées à la connaissance du Groupe de la coordination des bailleurs afin de construire une politique combinée de protection des civiles, de gestion des crises sécuritaires et d'atténuation des risques en cas de la résurgence des conflits dormants dans lesdites zones.

APPROCHE METHODOLOGIQUE

Combiner deux approches méthodologiques¹⁵ et celle liée à la navigation entre les espaces de conflits armés¹⁶ étaient significatives pour capturer la perception des populations face au retrait de la MONUSCO ainsi que la manière dont les médias abordent le retrait puis leur rôle dans la transition, particulièrement en province du Sud-Kivu. Primo, l'une était centrée sur la collecte qualitative des données. Nous avons procédé par des interviews semi-directifs et une série de focus groups avec des autorités locales et des personnes vulnérables (Les personnes déplacées internes), des autorités locales et coutumières ainsi que d'autres acteurs de Peacebuilding. Ensuite, nous les avons associés aux données et articles publiés dans la presse locale afin de forger nos arguments. Nous avons aussi questions associé des radios communautaires partenaires du projet M4D III et/ou celles qui étaient appuyés et accompagnés par la coopération Suisse (DDC) au Sud-Kivu. Afin d'observer et comprendre les perceptions de populations et le rôle des médias pendant la transition post-Monusco, quatre territoires ont été visités en plus des villes de Bukavu et d'Uvira. Il s'agit du territoire de Walungu (Notamment la cité de Kamanyola), celui de Kabare (Centre de Kavumu) ; d'Uvira (La cité de Sange), en plus de Kalehe (Bunyakiri-Bulambika).

¹¹ K. VLASSENROOT, A. N. BISOKA et J. MUSAMBA, *Centers of Diffusion and their Potential Operational Response...*, op. cit.

¹² Godefroid MUZALIA KIHANGU, Alain BAHATI, Eric BATUMIKE et Stanislas BISIMWA, *Ni paix, ni guerre? La persistance des conflits et de l'insécurité dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu*, Gand, Serie Insecure Livelihoods, 2022 ; Alexis BOUVY, Stanislas BISIMWA et Eric BATUMIKE, *La paix des armes dans le Nord de Kalehe*, Gand, Serie Insecure Livelihoods, 2021.

¹³ William BASIMIKE, « RDC: au moins 21 morts en deux jours dans le carré minier de Bigaragara, au Sud-Kivu », *Rfi*, 19 août 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220819-rdc-au-moins-21-morts-en-deux-jours-dans-le-carr%C3%A9-minier-de-bigaragara-au-sud-kivu>.

¹⁴ Balingene KAHOMBO, Joseph CIHUNDA HENGELA et Jean-Rene MABWILO, *Le retrait programmé de la MONUSCO de la République Démocratique du Congo : Enjeux et perspectives*, ASSN, 2024.

¹⁵ Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, *La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, coll. « Anthropologie prospective », 2008 ; Luc VAN CAMPENHOUDT, Jacques MARQUET et Raymond QUIVY, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 5e éd. entièrement revue et Augmentée., Malakoff, Dunod, 2017.

¹⁶ Josaphat MUSAMBA, « Naviguer entre des espaces de conflits armés », *GIC Network*, 20 mars 2020, <https://www.gicnetwork.be/naviguer-entre-des-espaces-de-conflits-armes/>.

En guise de subdivision, le présent rapport est subdivisé en cinq sections. Pendant que la première introduit et peint le tableau sur le contexte sécuritaire pré et post retrait progressif, la deuxième section présente le rôle des médias et leurs engagements, la section troisième analyse les perceptions locales de populations alors que la quatrième est plutôt consacrée aux avis des populations sur la protection des civiles. Enfin, la dernière section analyse la résurgence conflits et des interventions à accompagner, appuyer et à renforcer dans les différents piliers de la MONUSCO.

1. CONTEXTE SÉCURITAIRE (PRÉ & POST) RETRAIT

Le contexte sécuritaire (pré) et post retrait MONUSCO était caractérisé par des facteurs interconnectés en dépit des tensions autour des pouvoirs locaux, des conflits ethnico-tribaux et les conflits armés au quotidien dans l'Est du Congo. Particulièrement au Sud-Kivu, ce contexte était caractérisé par l'insécurité dans les huit territoires ; ensuite l'activisme des groupes armés Wazalendo avec des connexions plus ou moins établies avec les FARDC. En plus des menaces liées à l'expansion du M23/AFC dans le territoire de Kalehe qui est limitrophe de Masisi ; un contexte des crises régionales entre le Burundi et le Rwanda ; la RD Congo et le Rwanda sur fond de la résurgence des M23/AFC.

1.1. Contexte socio-sécuritaire complexe

En ce qui concerne le contexte sécuritaire, les avis sont partagés entre ceux qui pensent du statu quo et ceux qui estiment que le Monusco avait impacté la quiétude des populations. Pour certains, la situation sécuritaire, au cours de trois derniers mois, était caractérisée par des enlèvements et les tracasseries militaires¹⁷. À Bukavu, certains éléments liés à l'insécurité urbaine et la montée en puissance des Pomba Solution et des Gangs ont été évalué pendant que dans la cité de Sange les tensions entre les FARDC et les acteurs localement ne permettent pas aux populations de leurs accorder crédits en plus du banditisme péri-urbain. Pour les acteurs impliqués dans la provision de la sécurité, non seulement certains sont connus, des groupes armés et les vigils (Balala Rondo)¹⁸ jouent des rôles malgré leurs dérapages et des difficultés¹⁹ qu'ils rencontrent. Si les villages comme Kinanira, Kigoma centre et Bibogwe sont insécurisant. Toutes les populations de Sange, craignent, des burundais sont perçus comme des acteurs d'insécurisation. À Bunyakiri par ailleurs, si la situation demeure calme ce dernier temps, après le départ de la Monusco, les tensions ont opposé les groupes Wazalendo entre eux malgré que le député Kitumaini avec sa délégation aient trouvé un terrain d'entente : « Actuellement la situation est relativement calme. Ceci vient depuis la sortie de la délégation venue de Kinshasa composée par les honorables députés et d'autres leaders politiques. Nous avons fait deux semaines ici sans quitter dans nos maisons suite au conflit qui opposait les deux fractions wazalendo dont Bwaare Hamakombo et Mungoro. Tout vient sur les barrières que ces groupes géraient. Avant on ne devrait pas passer sur la barrière de Wazalendo sans payer une taxe qui s'élevait de 10000 Fc à 20000Fc. Cette taxe était obligatoire pour tout passager et à chaque barrière »²⁰. Enfin, à Kavumu, la quiétude est restée dans sa phase de statu quo. Si les casques bleus se sont repliés, Kavumu et le camp militaire de Nyamunyunyi sont surmilitarisés étant donné que la présence des militaires et des policiers marque les habitants.

1.2. Groupes armés « Wazalendo » et champ sécuritaire local

Des Wazalendo, une appellation patriotique des combattants, membres des groupes armés qui sont devenus des patriotes avec les concours de circonstance et en dépit d'exactions et violences, si bien qu'ils soient sous-traités par les forces de défense et de sécurité dans la politique d'endiguement du M23/AFC²¹. Depuis décembre 2023, le chef de l'État prenait la parole à Uvira pendant sa campagne électorale et reconnaissait ces acteurs publiquement. Si certaines militaires au Sud-Kivu clament ne pas avoir un ordre formel de collaboration avec les Wazalendo, qui furent autrefois traqués par des opérations militaires²², tant qu'ils ne peuvent les affronter et qu'ils collaborent de fait ils ne constituent pas des menaces pour eux. Dans les quatre territoires (Kalehe, Fizi, Uvira et Walungu) qui ont attiré concerné notre étude ils y sont présents. Ainsi, le retrait de la Mission a coïncidé avec la légitimation et implication des Wazalendo en marge des villes de Bukavu et d'Uvira. Bien que les dimensions urbaines de la mobilisation armée devraient être prises au sérieux même dans le cas des Wazalendo. Si à Bunyakiri, ils ont occupé les artères principales, à Kamanyola ils n'y sont pas officiellement, cependant ce sont des groupes vigilants qui s'invitent dans les patrouilles nocturnes. En territoire et ville d'Uvira, les Wazalendo sont incontournables dans les patrouilles mixtes et dans la sécurisation nocturne des axes routières. En territoire de Kalehe contrairement, ils résistent à des tentatives des avancées du M23/AFC pendant qu'ils ont été au centre de violences et tracasseries contre des populations²³. Le fait qu'ils soient officiellement "officialisé" dans la défense, la problématique de l'incorporation du capital culturel militaire se pose avec acuité. Comment les inculquer les valeurs ethniques et morales des militaires afin qu'ils ne se retournent pas contre les populations civiles ?

1.3. Expansion du « M23 »²⁴ au Sud-Kivu

Plus de deux semaines avant la collecte des données, des affrontements ont été signalés dans les territoires de Masisi et Kalehe bien que les Wazalendo alliés aux FARDC les y ont délogés²⁵. Depuis que les rebelles du M23/AFC ont contrôlés le centre de Ngungu, Ruhuha et les périphéries, leurs présence menace les populations de Numbi, Lumbishi et Kavumu²⁶. Puis que les FARDC ont renforcé leurs base à Numbi et que des nombreux Wazalendo et leurs alliés les FDNB se sont repliés à Numbi, la menace du M23/AFC plane sur le territoire de Kalehe et spécifiquement Numbi. D'abord, le centre de Minova est sous la menace

¹⁷ Si le récent déploiement des FARDC qui a été opérationnelle entre janvier et février 2024 dans la plaine de la Ruzizi

¹⁸ Sylvie MAZAMBI, « Balala rondo, un groupe d'autodéfense pour sécuriser Uvira ? », *Habari RDC*, 15 juillet 2017, <https://habarirdc.net/balala-rondo-groupe-dautodefense-securiser-uvira/> ; RADIO OKAPI, « Uvira : le député Claude Misare exhorte la population à collaborer avec les services de sécurité », *Radio Okapi*, 27 décembre 2022, <https://www.radiookapi.net/2022/12/27/actualite/securite/uvira-le-depute-claude-misare-exhorte-la-population-collaborer-avec>.

¹⁹ KIVUTIMES, « Les jeunes patrouilleurs de Kamanyola menacent la suspension de cette activité », *Kivutimes*, 12 décembre 2019, <https://kivutimes.com/les-jeunes-patrouilleurs-de-kamanyola-menacent-la-suspension-de-cette-activite/>.

²⁰ Entretien avec journalistes Radio communautaire de Bunyakiri., Bulambika-Bunyakiri, mai 2024

²¹ Nafissa AMADOU, « Les wazalendo sont devenus les alliés de l'armée congolaise - DW - 06/03/2024 », *Dw.com*, 6 mars 2024, <https://www.dw.com/fr/les-wazalendo-ennemis-d-hier-devenus-des-alli%C3%A9s/a-68451579> ; Coralie PIERRET, « Les « wazalendo », des « patriotes » en guerre dans l'est de la RDC », *Le Monde.fr*, 13 décembre 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/13/les-wazalendo-des-patriotes-en-guerre-dans-l-est-de-la-rdc_6205635_3212.html.

²² C'est le cas des opérations militaire Sukola 2 Sud-Sud au Sud-Kivu et Sukola 1 au Nord-Kivu et en Ituri.

²³ Mapendo LINDA, « Tracasseries des Wazalendo au Sud-Kivu: il faut des mesures d'encadrement pour protéger la population » ; Trésor WILONDJA, « Sud-Kivu : des exactions des « Wazalendo » créent un déplacement massif des habitants de Numbi », *La Prunelle RDC*, 7 mai 2024, <https://laprunellerdc.cd/sud-kivu-des-exactions-des-wazalendo-creent-un-deplacement-massif-des-habitants-de-numbi/>.

²⁴ Dans leurs récentes communications depuis 2023, ils ont commencé à mentionner ARC/AFC. Pour rester cohérent avec les faits, nous retenons la terminologie de M23.

²⁵ RADIO OKAPI, « Masisi : les FARDC et les Wazalendo délogent le M23 de Bitonga », *Radio Okapi*, 6 mai 2024, <https://www.radiookapi.net/2024/05/07/actualite/securite/masisi-les-fardc-et-les-wazalendo-delogent-le-m23-de-bitonga>.

²⁶ Kavumu : ici c'est le village qui sépare Lumbishi et Numbi dans le groupement de Buzi, chefferie des Buhavu.

si et seulement si des combinaisons entre les FARDC, les groupes armés MCDPIN/Nyatura²⁷ dans leurs diversités et fragmentations résistent à leurs côtés. Bien que les bases de la Monusco de Minova eussent été retiré depuis longtemps, l'expansion du M23/AFC dans le territoire de Kalehe est une véritable menace pour la province du Sud-Kivu et des activités économiques. Ce retrait de la MONUSCO arrive au moment que cette infiltration du M23 se fait sur les portes de Sud-Kivu et que le danger est là afin que le conflit M23 profilerait vers le Sud-Kivu

1.4. Crises sous - régionales : Des alignements sécuritaires ?

Depuis 2022 les forces de défense nationales du Burundi (FDNB) sont au Sud-Kivu officiellement pour traquer les rebelles Burundais²⁸. Résultat d'un accord bilatéral Burundo-congolais²⁹, la présence burundaise serait une alternative à la sécurisation malgré des connexions avec des groupes armés locaux et des groupes d'autodéfense locale. La présence des FDNB est un alignement sécuritaire stratégique du Burundi contre le Rwanda. L'on se souviendra que la Monusco s'est retiré dans le contexte des tensions régionales entre la RD Congo et le Rwanda sur fond de la résurgence et appui rwandais au M23/AFC pendant que le Rwanda accuse la RD Congo de domestiquer et appuyer les rebelles du FDLR concepteurs et socialisateur de l'idéologie génocidaire dans la région de Grands Lacs. Outre le coup d'état manqué de 2015, l'appui du FDNB dans le contexte où le Burundi a fermé la frontière et presque ses relations amicales et diplomatiques avec le Rwanda, la présence des soldats burundais en RDC est conçue dans une autre perspective politique. Ainsi, des attaques contre les paysans burundais et les raids sur son territoire ont été revendiqué par les rebelles du RED-Tabara. Alors que le Rwanda était accusé d'appuyer cette rébellion, le Burundi finit par fermer ses frontières car estimant que le voisin rwandais n'était plus crédible. Pendant ce temps, des groupes moins maîtrisés des rebelles rwandais du CNRD seraient présents dans la réserve de Kibira³⁰ et sont une menace pour le Rwanda, bien que les burundais ne sident rien là-dessus. En février 2024, le secteur opérationnel d'Uvira avait déployé les militaires dans la plaine de la Ruzizi, autant que des militaires burundais furent déployés à Katogota, Kamanyola et dans les escarpements de Ngoma. Bref, le retrait de la MONUSCO de Kamanyola, Sange et Mikenge en Avril 2024 s'est effectué dans le contexte des crises régionales. Finalement, le chapitre suivant tentera de situer les perceptions des populations envers la MONUSCO et le retrait. Que la situation au Sud-Kivu soit sur le point de devenir une plaque tournante des enjeux régionaux: des burundais qui cherchent du soutien contre le Rwanda et le M23/AFC qui est sur le point d'entrer au Sud-Kivu. Également, la présence des immigrés et réfugiés burundais dans la plaine, qui ne sont pas acceptés³¹, la question éternelle des Banyamulenge qui ont perdu les services de la MONUSCO dans le groupement de Kigoma et de Lemera où ils ne sont pas les bienvenus.

²⁷ Josaphat MUSAMBA, « Lova-Numbi, Menaces M23 / ARC et MCDPIN/Nyatura : Remobilisation armée et acteurs armés étatiques et/ou non étatiques dans le champ minier local », Bukavu, 2023.

²⁸ Notamment les forces nationale de Libérations (FNL) et la Résistance pour un Etat de Droit Tabara (RED-Tabara)

²⁹ CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, *Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, New York, Nations Unies, 2022, p. 21-22.

³⁰ Une partie est au Rwanda (Et touche la partie de Nyungwe) alors qu'une autre partie est au Burundi.

³¹ Keren-Immaculé MUZALIA SAFI, Aimée MAPENDO MARHEGANE et Josaphat MUSAMBA, « "Nous sommes des morts vivants" : Le quotidien des réfugiés burundais au camp de rassemblement à Sange (Chefferie de la plaine de la Ruzizi) ».

2. LES MEDIAS : RÔLES ET ENGAGEMENTS

Comment le départ de la Monusco est-il abordé dans les médias communautaires et sociaux en ligne en province du Sud-Kivu ? Dans une démarche de connexion, cette section présente des informations sur comment le départ est abordé dans le champ médiatique au Sud-Kivu, comprendre comment ces derniers, dans les entités visitées construisent la confiance autour des forces de défense et de sécurité dans la gestion de la transition. Enfin, il discute aussi du rôle des CLS ainsi que des émissions qui traitent de la transition en plus des besoins d'information afin d'amener les auditeurs à comprendre le départ de la Monusco et le rôle que ces médias devraient jouer. Alors que certains affirmaient communiquaient des informations concernant la Monusco et le retrait progressif, ils collectaient aussi les ententes des populations : « *Dans la transition, on donnait les informations concernant la Monusco qui est partie, on donnait les informations sur le retrait progressif de la Monusco, on prenait aussi les ententes de la population envers le gouvernement et pour les soldats déployés on leur demande de nous donner l'accès aux champs* »³². Dans le plan de désengagement les questions de rôles des médias ou des ONG ne furent abordées largement alors que celui des transfèrement des compétences vers les forces Etatiques furent abordés.

2.1. Champ médiatique et retrait de la MONUSCO

L'espace médiatique composé de la presse écrite, celle audiovisuelle et en ligne, le Sud-Kivu comporte un éventail des médias. Puis que l'étude n'a pas couvert tous ces médias, il importe de maîtriser les radios communautaires aussi bien en milieu urbains et ruraux. Dans son projet M4D III, l'ONG Benevolencija travaille avec des radios communautaires et des médias sociaux à travers les blogueurs. Outre les contributions issues d'autres organisations des médias, leur implication dans les actions de paix, son approche et ses interventions combinent des interventions à des niveaux régionaux. Si toutes les radios communautaires n'ont pas été enquêtées, seules les radios de Kamanyola, Uvira, Sange et celles qui ne mettent dans la ville de Bukavu ont concentré notre attention y compris à Kavumu et Bunyakiri : « *En soulignant les enjeux de sécurité et stabilité dans la région ainsi que les défis auxquels les autorités locales devraient faire face après le retrait de la mission de maintenir ma paix. Certains media mettent également en avant les réactions des habitants et du responsable politique locale à ce départ* »³³.

Au Sud-Kivu le retrait de la MONUSCO est abordé différemment selon les médias et leurs lignes éditoriales. D'abord, il est abordé sur le prisme d'insertion des tranches vespérales soit des émissions de droits et l'organisation des émissions publiques pour que les populations s'expriment librement premièrement. Deuxièmement, c'est la diffusion des émissions ayant trait aux enjeux sécuritaires, de stabilisation et la diffusion des réactions des habitants sur la transition post-retrait de la Monusco : Cependant, les question du départ de la Monusco et la relève sont moins abordées dans les radios communautaires du Sud-Kivu : « *Dans notre radio, on n'a pas encore traité cette thématique à la 'Radio communautaire de Kamanyola (RCK), je le dis comme le chargé des programmes. Nous avons des émissions et le débat, nous comme radio, on aimerait descendre dans la population pour en parler avec-elle* »³⁴.

A travers ses débats Tukae Pamoja, certains débats ont été organisés par Benevolencija dans les médias de l'Est du Congo mais cette question mérite plus d'attention de bailleurs et des acteurs des FONGI et le groupe GCP. « *Dans nos médias, nous nous posons des questions sur la sécurité de la population sur les entités abandonnées par les forces onusiennes, si l'Etat congolais doit être capable de déployer les FARDC dans toutes ces entités, la sécurité peut être maintenue* »³⁵. Par ailleurs, les médias devraient couvrir des informations utiles et amener les populations à dénoncer les personnes suspectes : « *Informations utiles, amener la population à dénoncer les malfaiteurs en leurs montrant que la sécurité est une affaire de tous* »³⁶. Néanmoins, le rôle de la cellule de communication de la MONUSCO (Kinshasa et Bureau de Bukavu). Cette dernière a envoyé des communiqués de presse, chaque fois qu'une base militaire se fermait où qu'on aura un retrait³⁷. Elle tenait à les ritualiser avec des cérémonies militaires pourtant aucun média semble avoir reçu des informations stratégiques du retrait bien que les textes existent et que ces derniers aient eu des restrictions pour la communication des objets sécuritaires. La MONUSCO aurait communiqué peu les infirmations sur le retrait avec un large éventail des médias au niveau local.

2.2. Construire la confiance envers les forces de défense et de sécurité

Dans certains médias et émissions, l'on aborde la problématique de la relève des tâches de la Monusco par rapport à la protection des civiles. A Kamanyola, l'émission Njia za Sheria organise une expression sur les problématiques sécuritaires tout en invitant des militaires à s'exprimer : « *A Notre Radio on avait créé cette émission 'Njia za Sheria' et le colonel des FARDC participe dans des émissions mais il n'y a pas de partenariat lié à cela* »³⁸ et d'autres diffusent des émissions de Benevolencija : « *La Benevolencija nous envoie de spot publicitaire sur ce point Kumbuka Kesho, Bustani ya Amani, Tukae Pamoja et ces trois spots parlent aussi de la confiance sur les services de sécurité. Dans notre radio, nous avons Tuzungumuze, Sauti ya Mwanamuke, Maoni ya Musikilizaji* »³⁹. Par exemple, dans la ville de Bukavu des émissions sont moins nombreuses autour du retrait de la MONUSCO pendant que les personnes rencontrées ont proposé des émissions afin d'évaluer les capacités des FARDC, de la PNC et des services de renseignements. D'autres ont proposé d'accorder la parole aux experts locaux, à des responsables Étatiques et des leaders à la base pour parler de l'après des Nations Unies. Certaines personnes pensent que les médias devraient organiser des émissions dans le but construire la confiance aux FARDC : « *Oui, ils abordent le sujet sur la confiance liée aux services de sécurité car nous devons tous collaborer pour qu'il y ait la sécurité* »⁴⁰. Par contre, les médias devraient diffuser des émissions sur les capacités des forces de défense et de sécurité, accorder la paroles aux experts et aux autorités locales pour expliquer les enjeux aux citoyens ce qu'ils n'ont pas fait systématiquement : « *Les médias locaux pourraient couvrir ce sujet en analysant les capacités et les actions des forces de défense et de sécurité. Ils peuvent accorder la parole à des experts, des responsables locaux ou des citoyens pour discuter et évaluer l'impact du retrait de la MONUSCO sur la situation sécuritaire* »⁴¹. Outre le fait que cela devrait passer dans la collaboration entre les civils et les militaires, les médias ne devraient pas tomber dans le champ de la propagande car ils ont le devoir de raconter la vérité avec objectivité et selon les lois de la République : « *Dans nos médias, nous nous posons des questions sur la sécurité de la*

³² Focus Group 2, Kamanyola, mai 2024

³³ Focus Group, Bukavu, mai 2024

³⁴ Focus Group, 2, Op.cit.

³⁵ Entretien avec Gilbert Kwangaba Djugu, Sange, Mai 2024

³⁶ Focus group, Bukavu, mai 2024

³⁷ Alain LIKOTA, « Sud-Kivu : le dernier contingent pakistanais de la MONUSCO quitte la RDC », MONUSCO, 30 avril 2024, <https://monusco.unmissions.org/sud-kivu-le-dernier-contingent-pakistanais-de-la-monusco-quitte-la-rdc>.

³⁸ Focus group, Kamanyola, mai 2024

³⁹ Idem

⁴⁰ Focus groups 1, Kamanyola, mai 2024

⁴¹ Focus Group, Bukavu

population sur les entités abandonnées par les forces onusiennes. Si l'Etat congolais doit être capable de déployer les FARDC dans toutes ces entités, la sécurité peut être maintenue. Et contrôler si les FARDC collaborent convenablement avec la communauté »⁴².

2.3. Aborder les rôles des comités locaux de protection

Pendant que le projet M4DIII accompagne les comités locaux de sécurité dans l'organisation des débats et forums publics, la transition est moins abordée systématiquement dans les médias. Si certains médias alertent les CLS⁴³ et leurs membres, pendant la transition leurs rôles sont moins abordés. Certains médias seraient affectés à informer nuit et jour les populations sur la situation sécuritaire de leur entité mais aussi des avantages de la collaboration entre les membres des CLS/restraint, la population et la société civile ainsi que le partage d'informations. Alors que des personnes rencontrées attestent que les médias diffusent des informations sur les résolutions et décisions des CLS, dans les entités où cela n'existe plus la situation est différente : « *Moi je suis la radio, les médias nous informent de ce qui s'est passé dans des réunions de CLS car c'est ce qu'ils doivent faire mais aussi ils ne doivent pas tout nous dire* »⁴⁴. Par contre, d'autres ont estimé que les médias devraient appeler les autorités étatiques à renforcer les forces de défense et de sécurité. Ceci devrait passer par leur approvisionnement et formation pour s'assurer que les fonctions de protection sont bien remplies avec efficacité, dynamisme, rapidité et prévention : « *Les médias jouent les rôles d'appeler l'Etat congolais à équiper ses forces pour qu'elle soit capable de sécuriser sa population. Il est aussi question de éduquer les militaires pour les patriotismes* ». Néanmoins, les médias sont limités par la loi qui régule la liberté de presse. Cette dernière sanctionne⁴⁵ des informations qui troublent l'ordre public alors que celles sécuritaires soient si sensibles. Sachant que la MONUSCO ait créé de nombreux comités locaux de protections et leurs bilans sont à repenser, des réseaux⁴⁶ des acteurs impliqués dans la protections de civiles sont actifs et devraient être accompagnés par les médias en cette période de transition. Si les comités locaux de protection passent par des mécanismes d'alerte précoce, ces derniers ont été institués par la MONUSCO au Sud-Kivu et ont alerté autant ils ont connu des soucis procéduraux pour apporter à temps utiles des réponses rapides. La Mission a su garder certains parce que pendant ses nombreux retraits, le comité se désintérait aussi. Autant les mécanismes d'alerte précoce soient des outils de collecte des informations qui permettent d'alerter les décideurs sur les menaces imminentes ou grandissantes en vue de le prévenir et atténuer⁴⁷. La survie ainsi que la durabilité des comités locaux de protection est en jeu en plus des efforts fournis lors du retrait. Les médias n'ont pas suffisamment abordé ces rôles cruciaux des CLP et des réseaux de protection des civiles ainsi que leurs avenir malgré qu'à Kamanyola la société civile estime pouvoir durabiliser les approches des CLP, héritages laissés par la MONUSCO.

2.4. Transition et émissions du retrait : « Les radios doivent renforcer la sensibilisation »

En dépit des débats diffusés par le programme Tukae Pamoja, des émissions spécifiques sont centrées sur le retrait de la MONUSCO ne sont pas systématiquement organisés dans les radios locales⁴⁸. En effet, peu d'informations ont été consacré spécifiquement au retrait de la MONUSCO et ses conséquences. Il est vrai que la section des informations de la MONUSCO a communiqué sur la question mais les effets ne se sont pas fait sentir sur terrain. Pour certains, au départ de la mission, par rapport à l'accès aux champs, ils devraient se référer aux services de sécurité ou appeler le chef de groupement qui est le président du conseil local de sécurité : « *Pour l'accès aux champs, nous avons des services de sécurité que nous contactons, le colonel de la police qui vit au camp où était la Monusco. Dans le cas échéant le chef de groupement car c'est lui le président de conseil de sécurité locale* »⁴⁹. Sachant que les médias aient joué un rôle majeur dans la construction d'une culture de confiance en renforçant les rôles des certaines acteurs dans les médias et leurs communications. Elles n'ont pas couvert régulièrement des émissions autour du retrait sauf des actions isolées.

De nombreuses n'en n'ont pas fait sujet de tous les jours et n'ont pu atteindre le comportement des populations : « *Dans cette transition, l'on diffusait des informations concernant la Monusco qui est partie, des informations sur le retrait progressif de la MONUSCO; l'on prenait aussi les ententes de la population envers le gouvernement. Pour les soldats déployés, on leur demandait de nous assurer l'accès aux champs* »⁵⁰. Certainement, certains ont été content du départ de la Monusco, si bien que des émissions devraient encore cimenter et renforcer la compréhension du départ et retrait de la Monusco par les habitants et des civils. Les médias devraient éduquer la population à se prendre en charge et les informer positivement sur les dangers, menaces et inquiétudes qui affecteraient leurs entités locales : « *Les radios doivent renforcer les sensibilisations, vous savez ici chez nous on n'a pas des conflits intercommunautaires, ce sont peut-être ces comités locaux de sécurité peut-être le problème d'alerte car ils étaient appuyés par la Monusco, les comités locaux de protection doivent se déplacer pour avoir les informations mais certains parmi eux n'ont pas de téléphone et ils doivent avoir le moyen de déplacement* »⁵¹.

2.5. Informations du départ et dynamiques sécuritaires

Pour bien cerner les informations, aider la population à comprendre le retrait autant à contextualiser les dynamiques sécuritaires, trois alternatives ont été relevées à ce sujet : 1) Il s'agit du monitoring des incidents sécuritaires dans l'entité puis les communiquer afin de participer dans la prévention des menaces ; 2) organiser régulièrement des émissions autour du retrait et les solutions de rechange à court, moyen et long-termes mais aussi 3) l'explication des dynamiques sécuritaires en ce qui concerne les patrouilles. En effet, dans la ville d'Uvira, dans un focus groups, des participants ont estimé pour mieux comprendre la situation sécuritaire les populations devraient avoir des informations de proximité issues des autorités locales : « *Pour mieux comprendre la situation sécuritaire, l'information de proximité nous est très utile, celle-ci intéresse la population locale* »⁵². Pendant que d'autres journalistes à Sange se sont inscrits dans la sensibilisation moins efficaces des populations sur leurs responsabilité à s'engager dans la sécurisation de leurs entité.

⁴² Focus Group, Uvira -ville, mai 2024

⁴³ VNG INTERNATIONAL, « Les Comités Locaux de Sécurité d'Uvira, dans l'Est de la RDC signe un accord de partenariat avec VNG international dans le cadre du programme ESPER ».

⁴⁴ Idem

⁴⁵ Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, *Ordonnance-Loi N°23/009 du 13 mars 2023 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse, d'information et d'émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en République démocratique du Congo*, 2023, p. 41-43.

⁴⁶ RLPC, « Abus des droits humains au Sud-Kivu et Maniema : RLPC demande aux autorités de collaborer avec les forces vives pour la protection des civiles (RPLC) ».

⁴⁷ Daniel LEVINE-SPOUND, *Système d'alerte précoce et réponse rapide : Quelle mise en oeuvre par les opérations de maintien de la paix de l'ONU?.*, Center for Civilians in Conflict, 2021, p. 9.

⁴⁸ Notamment les médias associatifs, communautaires et confessionnels

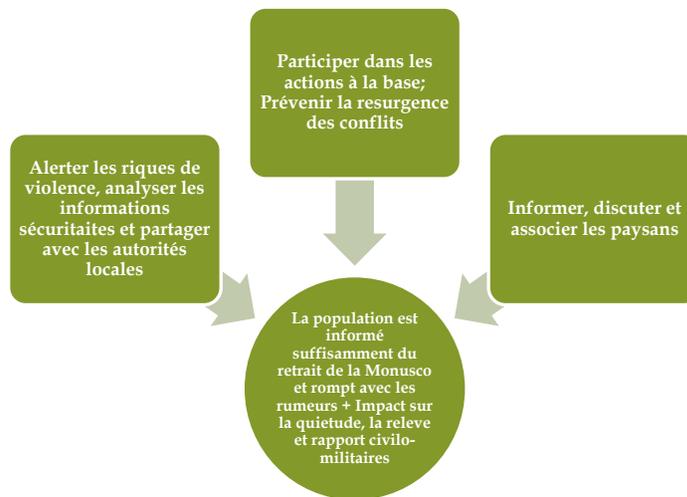
⁴⁹ Focus Group 2, Kamanyola, mai 2024

⁵⁰ Idem

⁵¹ Chef de groupement, Op.cit.

⁵² Focus Group, Uvira, mai 2024

S'ils estiment que les habitants vont continuer à fréquenter leurs champs après le départ de la MONUSCO, ils sont conscients aussi que les casques bleus n'étaient pas non plus partout où les civiles exercent leurs activités : « Lorsque nous recevons les informations dans ce cadre, nous sensibilisons la population sur la responsabilité de chaque citoyen dans le métier de la sécurité, après le départ de la MONUSCO, les habitants vont continuer à accéder à leurs champs, ceci parce que les forces Onusiennes n'étaient pas déployées dans les endroits où les civiles exercent les activités champêtres »⁵³. D'autres suggestions invitent les médias à créer des émissions publiques qui associent les populations en plus des espaces de libres expressions en dehors des forums du quartier et conseils locaux de sécurité : « Vous savez, lorsqu'on parle de la sécurité c'est vaste, les médias doivent organiser des émissions publiques où les gens vont intervenir. Qu'ils créent des espaces où les gens pourront s'exprimer librement »⁵⁴. Enfin, c'est la question sur la valeur ajoutée des informations qui seront communiquées. En se concentrant autour du départ des casques bleus, sans préciser comment le relais et/ou la remise-reprise se fera avec les forces de défense et de sécurité, elles devraient plutôt créer des doutes que de la confiance. En plus, étant donné que certaines réactions se limitaient à la question de la remise du matériel et des jobs perdus pour les civils qui travaillaient pour la mission de stabilisation des Nations Unies au Congo, une perte de travail augmente de plus au point de constituer une source de l'insécurité financière.



⁵³ Focus Group, Sange, mai 2024

⁵⁴ Entretien avec le chef de Groupement, Op.cit.

3. PERCEPTIONS LOCALES

Centré sur une combinaison des perceptions des populations, la présente section traite de celles controversées⁵⁵ sur le retrait de la Monusco, les alternatives à la stabilité et à la sécurité en plus des conséquences d'un retrait progressif sur les civiles. Il discute aussi bien les acteurs que des mécanismes locaux de protections des civils et l'implication des CLS/E alors que pour certaines la Monusco avait réduit l'insécurité bien qu'elle favorisait certaines communautés au détriment des autres : « *La présence de la MONUSCO a diminué l'insécurité suite à leurs armes purement lourdes et aux insistances de certaines mamans et enfants malnutris. Mais aussi, elle favorisait ne fut ce que la population Banyamulenge en les donnant les moyens de transport et les aliments pendant la guerre civile* »⁵⁶.

3.1. « la Monusco n'a rien fait »⁵⁷

La présence des casques bleues de la MONUSCO a été vécue différemment dans les entités visitées. Si à Goma des manifestations furent organisées contre elle, au Sud-Kivu son retrait est perçu selon leurs rapports aux différents acteurs ainsi que la typicité d'interactions. Ceux qui rejettent son bilan, la perçoivent négativement, pendant que d'autres reconnaissent son rôle dans la collaboration avec le conseil local de sécurité ; la formation du mécanisme de système d'alerte précoce et ses nombreuses interventions⁵⁸. Contrairement, les personnes sont archi-sceptiques, plutôt elles reconnaissent qu'elles vont manquer ses services anti-incendie. A Kamanyola et à Sange, elle aurait accru le tribalisme puis qu'il ne recrutait pas les enfants du milieu. Malgré qu'elle n'ait pas plié ses installations de la ville d'Uvira, les avis sont partagés entre ceux qui la considèrent comme étant un appui des Banyamulenge⁵⁹. Pendant que d'autres témoignent de son apport logistique dans les zones conflictuelles, son absence aura des répercussions sur la stabilité. À Uvira, des personnes rencontrées ne sont pas convaincues qu'elle soit dans le processus du désengagement comme annoncé. Contrairement à Bunyakiri, le massacre Kamananga a joué un rôle néfaste envers elle malgré ses interventions dans la médiation et les patrouilles mixtes. Pour certains habitants, sa présence est un facteur qui aurait accentué les conflits car elle aurait facilité le massacre de Kamananga. De nombreux Batembo perçoivent plutôt négativement la Monusco, si bien que son retrait serait un soulagement : « *Au début la MONUSCO faisait du bon travail, nous avons commencé à la contester depuis le massacre de Kamananga. Ici, on avait massacré les Batembo sous l'œil vigilant de la MONUSCO. C'est elle qui avait facilité les hutus et les tutsis à nous massacrer* »⁶⁰. À Kavumu, bien que l'on reconnaisse ses réalisations, concomitamment elle est accusé d'avoir répandu l'Islam : « *c'est la Monusco qui aidait à implanter l'islamisme à Kavumu, comme elle vient de partir, nous ne savons...* »⁶¹. Enfin, le retrait aura des répercussions sur les travaux des tribunaux⁶² les plus éloignées comme celui de Kavumu. Tout en couvrant plus de trois zones, la Monusco les aidait dans le transfèrement des prisonniers vers les chambre foraines : « *je peux dire, elle aura plusieurs conséquences. La MONUSCO nous aidait à nous déplacer lors des audiences foraines, elle aidait nos concitoyens à trouver des avocats...* »⁶³.

3.2. « ...son départ c'est un manque à gagner... »

Si certaines paysans perçoivent négativement la MONUSCO d'autres ont la nostalgie de ses services, pendant que d'autres voient un manque à gagner pour les services étatiques au niveau local : « *Le départ de la Monusco pour la population d'Uvira est un manque à gagner ; car elle renforçait les FARDC, les PNC en mesure de sécurité* ». Selon les analyses, nous avons remarqué que c'est la MONUSCO qui est les semeurs des troubles (conflits) dans la ville d'Uvira (...); elle aidait beaucoup une seule communauté (Banyamulenge) »⁶⁴. Pendant qu'un membre de la communauté Banyamulenge regrette que le départ ait de conséquences sur leur déplacement dans la zone de conflit et pense que cela va impacter ses familiers après son départ car les FARDC ont montré leurs limites : « *Pour nous la communauté Banyamulenge, le retrait de la MONUSCO nous laisse plusieurs conséquences (...) parce que c'est elle qui nous aidait à arriver dans nos milieux du travail à travers leurs avions...* »⁶⁵. En plus, le retrait va impacter les mouvements des partenaires impliqués dans les interventions de transformation des conflits, il aura aussi des impacts sur l'accès humanitaire dans certaines zones à travers la province : « *Le retrait de la MONUSCO a plusieurs conséquences (...) car il y aura absence des autres partenaires qui pourraient intervenir dans le domaine de la paix et transformation des conflits. Aussi il y aura une diminution des véhicules pour les comités de patrouille en cas d'urgence* »⁶⁶. Deux tendances parlent de la présence de la MONUSCO et la réduction de l'insécurité ainsi que des urgences logistiques : « *La MONUSCO nous aidait en cas d'urgences avec les voitures et quelques armes que l'État n'a pas* »⁶⁷ alors que d'autres policiers à Sange connaissent des problèmes d'approvisionnement de leur bureau après sa construction : « *Oui je sais que qu'on ne nous accuse pas, vous devez savoir que notre commissariat a besoin d'être accompagné. La MONUSCO nous a construit un bâtiment mais n'avons pas de matériel de bureau* »⁶⁸ et l'autre qui veut que les FARDC soient appuyées en termes de formation et renforcement de capacité comme aussi recommandée dans le rapport⁶⁹ du Secrétaire Général des Nations Unies aux membres du Conseil de sécurité en décembre 2023 : « *Selon moi, je pense que nos soldats et PNC, il faut qu'ils soient d'abord formés (...). Dans l'ancien site de la Monusco, il y a des nouveaux policiers qui partent demander par ci par là. Je pense il faut qu'on assure leur vivre en nourriture et qu'on leur donne du carburant (...)* »⁷⁰.

⁵⁵ Les perceptions sont controversées pour la simple raison que certaines sont très radicales allant dans l'extrême et démontrent que la Monusco n'avait rien fait alors que d'autres reconnaissent ses hauts faits à la fois au niveau médiatiques et de leurs collaborations

⁵⁶ Focus group, Sange, mai 2024

⁵⁷ Entretien avec un habitant, Sange, mai 2024

⁵⁸ Encadrement de la population sur les alerte précoces et les question des violences.

⁵⁹ Les tenants de cette thèses estiment qu'elle aurait fourni des arme et munitions à des groupes d'autodéfenses Banyamulenge (Twirwanaho et Gumino).

⁶⁰ Focus Group, Bunyakiri (Bulambika), mai 2024

⁶¹ Focus Group , Kavumu, mai 2024

⁶² Les cours et tribunaux, surtout les tribunaux éloignés

⁶³ Entretien avec Claude Cibuzi, secrétaire au Greffe de Kavumu, 24 mai 2024

⁶⁴ Focus group, Uvira , mai 2024

⁶⁵ Entretien, Uvira , mai 2024

⁶⁶ Entretien avec Malipo, Sange Chef de quartier, mai 2024

⁶⁷ Entretien avec agent de l'ordre, Sange , mai 2024

⁶⁸ Entretien avec un policier, Sange, mai 2024

⁶⁹ CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, *Rapport du Secrétaire général...*, op. cit.

⁷⁰ Focus group 1, Kamanyola, mai 2024

3.3. Accusations « d' impartialité » et mémoires de Kamananga⁷¹

Perçue comme acteur de l'insécurité, les nombreuses et incessantes contrôles dans les zones des groupes armés ou ses mouvements ont été au centre des remeures et des perceptions négatives ; Puis que les staffs n'ont jamais expliqué effectivement ce qu'ils faisant dans les villages des groupes armés, de nombreux personnes rencontrés pensent que la Monusco est un acteur impartial dans les conflits qui opposent les communautés Bembe, Banyindu, Bavira et Bafuliru : « *La présence de la MONUSCO a diminué à l'insécurité suite à leurs armes lourdes et à insistance de mamans et enfants malnutris. Mais aussi elle favorisait ne fut-ce que la population Banyamulenge en leurs donnant des moyens de transport et de la nourriture pendant la guerre civile* »⁷². Si elle est reprochée de favoriser une communauté dans la ville d'Uvira, à Kalehe comme Bunyakiri, les Batembo et les Hutu se sont opposés pendant que le conflit est en cours malgré des initiatives de médiation : « *Au niveau de Bunyakiri, la MONUSCO nous a facilité à organiser le dialogue intercommunautaire pour trouver la cohésion sociale. Ce dialogue avait été fait avec l'appui technique de la MONUSCO. Ici, il y avait un conflit sanglant entre les hutus, les batembo, les tutsis et les pygmées. C'est grâce à la MONUSCO que plusieurs dialogues ont été faits dans le cadre d'une cohésion sociale* »⁷³. Malgré tout, des conflits anciens demeurent permanents car les Batembo veulent se séparer de la chefferie des Buhavu : « *... les conflits sont toujours ici et la MONUSCO avait essayé de les diminuer. Les conflits sont plus intercommunautaires et coutumiers. Vous savez que nous sommes dans la chefferie de Buhavu alors nous voulons avoir notre propre territoire et quitter le Buhavu* »⁷⁴. Les conflits entre Hutu et Batembo risque de renaître et se inverser : « *Les conflits intercommunautaires oui car les hutus ne peuvent jamais venir investir ici et la MONUSCO apaisait beaucoup les leaders communautaires. Comme elle vient de partir nous aurons toujours les problèmes vu que groupe ethnique a déjà son armé* »⁷⁵. En province du Sud-Kivu, au moins deux conflits de pouvoirs locaux⁷⁶ opposent des parties alors que des conflits de longue durée opposent les communautés⁷⁷. Par contre, en 2012, alors que les FDLR étaient présents à Kalehe et autour de Bulambika, ils ont massacré des populations à moins de 5km de la base des casques bleues, précisément à Kamananga⁷⁸. Accusé de laxisme et de « collaboration » avec les FDLR, des habitants et des combattants issus des fragmentations des groupes Raia Mutomboki investirent les biens de la MONUSCO et blessèrent⁷⁹ des casques bleus. Ces mémoires sont restées dans les vécus des populations malgré les actions des sécurisation et niveau de collaboration entre la MONUSCO et les acteurs locaux y compris les interventions de la Radio Okapi. Cependant d'autre sont la nostalgie et regrettent que la mission se soit engagée dans les actions des pacifications et de démobilisation des enfants associés aux forces et groupes armés comme des ex-combattants ainsi que des patrouilles mixtes avec les forces de défense et de sécurité.

⁷¹ Les massacres de Kamananga à Bunyakiri par les FDLR mais les casques bleus étaient accusés du laxisme et de n'avoir pas anticipé ce massacre contre les civils

⁷² Focus group, Idem

⁷³ Entretien avec Bonjo Batasema et Mazambi Jospin, Journalistes à la Radio communautaire de Bunyakiri, Bunyakiri-Bulambika, 23 mai 2024

⁷⁴ Entretien avec Bonjo Batasema et Mazambi Jospin, Op.cit.

⁷⁵ Idem

⁷⁶ CHEF DE DIVISION PROVINCIALE DES AFFAIRES COUTUMIERES, « Cartographie des conflits coutumiers dans la province du Sud-Kivu » ; Emmanuel MUBAKE KAKOZI, « Division provinciale des affaires coutumières terriotes d'Uvira : Cartographie des conflits coutumiers dans le territoire d'Uvira ».

⁷⁷ Cikuru MAMARADIO, « Sud Kivu : Persistance des conflits coutumiers dans certaines chefferies », *Mama_Radio_96.6MHz*, 2018, <https://mamaradio.info/sud-kivu-persistance-des-conflits-coutumiers-dans-certaines-chefferies/>.

⁷⁸ Museza CIKURU, « Kalehe: 8ème anniversaire du massacre de Kamananga, les victimes attendent toujours réparation », *La Prunelle RDC*, 14 mai 2020, <https://laprunellerdc.cd/kalehe-8eme-anniversaire-du-massacre-de-kamananga-les-victimes-attendent-toujours-reparation/>.

⁷⁹ RADIO OKAPI, « RDC : 11 casques bleus de la Monusco blessés à Kamananga », *Radio Okapi*, 14 mai 2012,

<https://www.radiookapi.net/actualite/2012/05/14/rdc-11-casques-bleus-de-la-monusco-blesses-a-kamananga>.

4. PROTECTION DES CIVILES

En 2022, le mandat de la MONUSCO fut reconfiguré et étendue avec une série de tâches notamment concernant la protection des civils. notamment assurer aussi bien la protection des civils et du personnel humanitaire contre les violences dans le contexte des conflits, contribuer dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les zones d'actions, jouer un rôle dans les questions des personnes déplacées internes et réfugiés et protéger les installations des Nations Unies et ses personnels, enfin effectuer des patrouilles avec les forces congolaises de défense et de sécurité pour accroître la quiétude en cas de troubles civils⁸⁰. Une décennie plus tard, soit en 2022, le Conseil de Sécurité votait la résolution 2666⁸¹ qui lui attribuait des tâches par ordre de priorités. Il s'agit des tâches de protéger les populations civiles menacées des violences physiques (protection efficace, rapide, dynamique et intégrée); de participer dans le processus de désarmement, démobilisation, réintégration et stabilisation en plus de celles⁸² liées à la réforme du secteur de sécurité. Outre l'accès et l'appel humanitaire, le Conseil de Sécurité demandait à la mission de continuer à travailler sur le régime de sanctions en surveillant l'application de l'embargo sur les armes. Cependant, depuis le retrait, la situation sécuritaire a été caractérisée par des actes de banditisme, des enlèvements et kidnappings attribués aussi bien aux bandits qu'aux forces de défense et de sécurité. Si à Sange, elles sont dues aux mouvements des groupes armés étrangers selon certaines personnes rencontrées, la justice populaire, les tracasseries militaires et policières sont décriées. La Monusco assurait la sécurité en installant des positions de surveillance en plus des patrouilles mixtes. À Bunyakiri, la résurgence et l'activisme des groupes armés (wazalendo) et leur présence ont induit des effets néfastes sur la quiétude de la population, Kavumu par contre, le départ ne signifierait pratiquement pas grand-chose sur des personnes rencontrées. Étant les que « russes » (roumains se sont installés à Kavumu)⁸³ y sont présents dans le cadre des opérations militaires contre les M23 / AFC: « depuis le départ de la Monusco, les wazalendo ont commencé les troubles ici à Bunyakiri »⁸⁴.



4.1. Effets sur la stabilité et la sécurité

Le retrait de la Monusco du Sud-Kivu a induit des effets sur la stabilité, la sécurité et le maintien de l'ordre public dans certaines entités. Si à Bukavu certaines pensent que la sécurité n'est pas garantie, des agents de l'État pensent que le retrait aura des répercussions sur la collaboration et des projets de soutien dans leurs entités. Tout en reconnaissant le bilan de la MONUSCO en matière électorale, certaines contestent son bilan sécuritaire. Si à Sange, le déploiement des FARDC a accru des inquiétudes aux populations, qui vivent entre la crainte et la confiance ; à Kamanyola certaines autorités locales pensent que la gestion des alertes précoces sera sensiblement affectée avec le départ de la MONUSCO. Malgré la présence des forces de défense nationale du Burundi dans la plaine de la Ruzizi et à Kamanyola, les populations craignent et ne peuvent s'en douter. Par contre, à Bunyakiri des habitants soutiennent que le retrait a des répercussions sur la dynamique des groupes armés qui devraient être éradiqués selon la résolution 2666 ; elle aura des effets sur le DDR-enfants. Elle a commencé à avoir des impacts sur les tracasseries militaro-policières : « Comme la Monusco qui les aidait est partie, le danger est à la porte. Ces services ne font que tracasser »⁸⁵. Cependant, à Kavumu, ce départ peut impacter les programmes de transport dans les zones en conflits malgré les actes de criminalité urbaine liés à la multiplication des marchés pirates et autres incidents sécuritaires⁸⁶. Comment situer cela au niveau de la protection des civils ? Alors que certains se posent des interrogations sur la sécurité de leurs entités d'autres sur les projets de stabilisation. Il importe de noter qu'au-delà des rumeurs et des accusations contre cette mission onusienne de stabilisation, elle a été aussi importante pour des paysans et des élites au pouvoir locaux à certains égards.

4.2. Conséquences sur la protection des civils

Le retrait est interprété selon les entités, les catégories d'acteurs et les populations. Trois conséquences majeures sont souvent perçues comme problème de protection des civils avec le départ de la MONUSCO : 1) Il s'agit de la régression de sa collaboration avec les comités locaux de protection, elle devrait manquer à ses anciens employés (familles qui ont vécu de la Monusco et leur agents) et d'autres voient l'accroissement des tracasseries militaires. Pendant qu'à Kamanyola les avis soient partagés, à Sange la MONUSCO et ses casques bleues auraient collaboré avec des groupes armés et auraient renforcé le tribalisme. À Kamanyola comme à Sange, les conséquences sur la protection des civils seront permanentes. Autant avant la MONUSCO les conflits ont existé, après son départ ces derniers ne seront que présents. À Bunyakiri, les barrières se sont multipliées depuis le retrait de la MONUSCO au point que si quelqu'un ne paie pas les taxes exigées, il est menacé et bastonné

⁸⁰ MONUSCO, « Protection des populations civiles », MONUSCO, 25 février 2016, <https://monusco.unmissions.org/protection-des-populations-civiles>.

⁸¹ CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES, Résolution 2666 (2022) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9226e séance, le 20 décembre 2022, 2022.

⁸² Ces tâches sont nombreuses et rentrent dans plusieurs secteurs entre autres : L'appui à la justice, la protection de l'enfant, les questions des genre et violences sexuelles etc.

⁸³ Il allait parler des mercenaires roumains qui sont à Kavumu.

⁸⁴ Entretien avec Justine Nzigire, Bunyakiri/ Bulambika, 22 mai 2024

⁸⁵ Entretien avec un habitant, Bulambika, mai 2024

⁸⁶ Willy NTABOBA, « Kabare: des marchés pirates créent l'insécurité au centre de Kavumu » ; Willy NTABOBA, « Coups de feu au centre commercial de Kavumu : Un incident évité de justesse ».

par les FARDC parfois aussi les Wazalendo : « Aujourd'hui nous avons plus de 32 barrières dans la route Miti- Bunyakiri. Il faut payer partout, celui qui ne paie pas les militaires l'intimident et le menacent de mort. Cela s'est aggravé avec le départ de la Monusco »⁸⁷. La deuxième conséquence sera vécue au niveau de la protection et l'accès dans les zones de conflits pour les humanitaires. Enfin, ce sont les patrouilles de sécurité. Dans certaines entités, elles sont faites tantôt en coopération entre les FARDC et les groupes armés ou les FARDC et les groupes de vigilants.

4.3. Comblé le « vide » : «...Elles n'ont pas de moyens suffisants... »

Le retrait de la MONUSCO devrait être comblé si et seulement si un plan de préparation avait été prévu et matérialisé. De Bukavu à Sange en passant par Kamanyola, Bunyakiri et Kavumu certaines personnes pensent que le vide laissé par la Monusco sera comblé par le gouvernement congolais en collaboration avec ses partenaires ; d'autres parlent de acteurs locaux, enfin les autres soulignent des armés non-étatiques⁸⁸. D'autres pensent que certains de ses services ne seront comblés suffisamment : « Les vides laissés par la Monusco ne sont pas faciles à combler car elle jouait un rôle important dans la protection des civiles et elle avait des équipements avancés qui facilitaient ce travail. Les FARDC pouvaient combler ces vides mais elles n'ont pas des moyens suffisants pour assumer convenablement cette tâche. Les patrouilles à Uvira sont faites par la Monusco et les FARDC car la MONUSCO est encore à Uvira »⁸⁹. Bien que ceux qui insistent sur la responsabilité de l'Etat et ses services dominent les perceptions locales à Kamanyola certains estiment que le vide sera comblé par le gouvernement et les leaders locaux dans le cadre des actions des patrouilles mixtes ; d'autres veulent que l'on accorde confiance aux FARDC malgré que des doutes persistent sur ces positions et leurs disciplines : « Les vides laissés par la MONUSCO doivent être comblés par l'Etat lui-même vu que la population est exposée à plusieurs dégâts »⁹⁰. À Sange, des personnes interrogées pensent que la jeunesse, associée à l'administration et des citoyens devraient combler le vide laissé par la Monusco : « On doit sensibiliser les groupes armés à se rendre enfin qu'ils aident les conseils de sécurité et encourager ces jeunes volontaires (Balalarondo) »⁹¹. Ainsi, des combattants Wazalendo se disent aussi prêts à combler le vide si et seulement si leurs cahiers de charge reçoivent une réponse favorable à l'Etat par des patrouilles nocturnes et diurnes. Pendant que d'autres sont sceptiques au fait que l'Etat comble ce vide : « Par rapport à ce vide, le Ministre nous a dit (...) de faire confiance aux FARDC et à l'Etat. Selon ce que je suis en train de voir, ce vide ne sera pas comblé car nous commençons à voir des choses qu'on ne voyait pas pendant la présence de la Monusco »⁹², dans la ville de Bukavu, des personnes estiment que le vide sera couvert par les services de l'Etat et que ce soient les territoires qui sont en proie aux groupes armés et rebelles : « Oui, ce vide sera comblé car notre pays a ses dirigeants également à ses partenaires et chaque pays à ses organisations. Et avant que le pays ne résilie le contrat avec le partenaire, il a pu songer à la manière dont il pourra combler ce vide, il suffit juste d'avoir la volonté »⁹³. Enfin, d'autres pensent que cela peut prendre du temps pour couvrir le vide qui sera laissé par la MONUSCO et que le gouvernement aurait commis une erreur que d'exiger son départ : « Non jusqu'à présent notre gouvernement n'est pas capable de combler ce vide ; c'était une erreur monumentale de leur part, surtout pour les anciens agents de la MONUSCO qui sont en chômage »⁹⁴. Néanmoins, les ONGI devraient s'engager à renforcer des systèmes de sécurité et d'alerte précoce existant et privilégier des interventions ou des programmes d'appui du volet gouvernance sécuritaire (y compris le rôle des médias) afin de substituer à la MONUSCO.

4.2. Mécanismes locaux de protection des civils

La loi sur la défense du territoire national et les politiques de maintien de l'ordre public ont institué les corps de l'armée et de la police comme des structures liées à la défense et la protection des civiles en cas de menace de sécurité comme celles liés à la stabilité des entités. L'accord de siège et les différents renouvellement de mandats de la MONUSCO stipulaient ses responsabilités dans la protection des civiles aux cotés des FARDC. Son retrait de Kamanyola, Bunyakiri et Mikenge et Sange comme Kavumu repolitise la question de la pérennité et de la durabilité des initiatives et mécanismes locaux de protection. Quatre mécanismes existent dans les entités visitées en marge de la ville de Bukavu : 1) les comités locaux de protection institué par la MONUSCO ; 2) les comités locaux de sécurité (restreintes et élargies)⁹⁵ et les politiques armées des groupes Balala Rondo ou des Wazalendo (les groupes armés) en plus des pratiques citoyennes ad hoc « Papa ici nous avons les mécanismes de sécurité car d'abord il y a un conseil local de sécurité qui est composé des jeunes et toutes les couches de l'Etat qui se chargent des sécurités alors je pense que si ces gens-là se mettent ensemble la sécurité sera assurée »⁹⁶.

Premièrement, les comités locaux de sécurité, institués par décret ministériel sont des institutions qui ont évolué pendant la présence de la MONUSCO. Ils sont appuyés par VNGI⁹⁷, la Benevolencija Grands Lacs assure la couverture des forums et débats publics. Ils réunissent plusieurs acteurs et discutent des problématiques sécuritaires pour engager les responsables étatiques à plus de redevabilité en matière de sécurité. Leurs prises de décision sont moins connues et nécessitent des réflexions plus détaillées. Deuxièmement, ce sont les comités locaux de protection. Institués par la section des affaires civiles, ces structures ont travaillé avec des Community Liaison Officer (CLA) pour alerter sur les des mouvements suspects d'abord à la MONUSCO qui devrait à son tour alerter les forces de défense et de sécurité pour intervenir. Ces comités sont plus impliqués dans la transmission de l'information pour que l'Etat agisse sur les inquiétudes. En plus des comités précédemment cités, la présence des groupes armés et Balala Rondo est remarquée. Acteurs non-étatiques, les Balalarondo comme les groupes Wazalendo se sont impliqués dans les pratiques locales de sécurisation pendant que dans la ville de Bukavu ce sont des acteurs non-étatiques⁹⁸ qui sont impliqués dans la sécurité et insécurité urbaines⁹⁹. Dans certaines entités, l'implication des Wazalendo dans la « sécurisation immédiate » questionne les limites. Enfin, ce sont les pratiques et les procédures. Ces derniers concernent les dénonciations, les campagnes d'identification des étrangers et les conseils élargis de sécurité en plus des mécanismes d'alerte

⁸⁷ Entretien collectif, Agent de la Radio communautaire de Bunyakiri, 23 mai 2024

⁸⁸ Les groupes d'autodéfense Wazalendo

⁸⁹ Entretien avec la vice-présidence du comité Wazalendo, Uvira, mai 2024

⁹⁰ Entretien avec chef local, Sange, mai 2024

⁹¹ Entretien avec Sous-officier de la PNC, Sange, mai 2024

⁹² Entretien avec Habimana, Kamanyola, mai 2024

⁹³ Entretien avec le chef de Groupement Kamanyola, Kamanyola, mai 2024

⁹⁴ Focus group, ville de Bukavu, mai 2024

⁹⁵ Jean-Michel SAMA LUKONDE KYENGE, Aselo OKITO WA KOY DANIEL, Rose MUTOMBO KIESE, Aimé BOJI SANGARA BAMANYIRWA et Gilbert KABANDA KURHENG, Décret n° 22/44 du 6 décembre 2022 portant création, organisation et fonctionnement des comités provincial et local de sécurité, 2022.

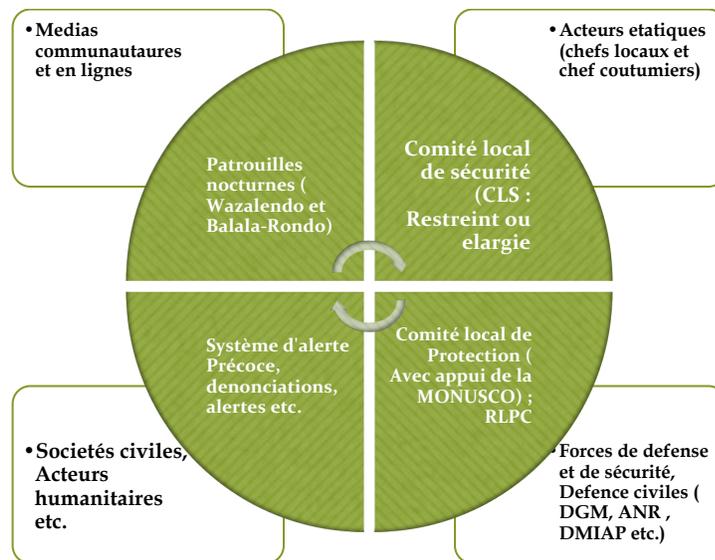
⁹⁶ Focus group 1, Kamanyola, mai 2024

⁹⁷ Il faut rappeler que le projet ESPER de VNGI ne couvre que certaines parties des territoires de Kalehe et d' Uvira principalement.

⁹⁸ SAJECK - Forces Vives et Essence Forces Vives

⁹⁹ Michel THILL, Un système d'insécurité Comprendre la violence et la criminalité urbaines à Bukavu, Londres/ Nairobi, Rift Valley Institute, coll.« Insécurité en Ville », 2019.

précoce. Néanmoins, certains mécanismes qui jadis bénéficiaient de l'accompagnement de la MONUSCO vont souffrir et ne peuvent contribuer faute des moyens comme c'est le cas à Bunyakiri : . Des chefs des villages éprouvent des difficultés à recenser et alerter. En effet, les membres du comité local de sécurité (Restreint et élargi) ne peuvent qu'effectuer leurs activités tant qu'il serait difficile de situer les rôles. La présence des Wazalendo dans l'espace sécuritaire affecte le rôle des acteurs de la coopération aux cotés des groupes armés si bien qu'il est appréhendé comme un défis autour de la transition post-MONUSCO.



4.3. Rôles des comités locaux de sécurité

Outre le fait que le CLS soit un mécanisme de sécurisation, les comités locaux de sécurité ont des rôles spécifiques à jouer dans la transition, leur évaluation est imminente. Le décret-loi ci-haut cité lui enjoint quatre principales missions : « 1) identifier et cartographier les menaces et problèmes de sécurité; 2) veiller et anticiper les menaces et problèmes de sécurité; 3) prendre en compte l'état d'esprit de la population; 4) échanger les informations sur la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques, l'état de la délinquance, les autres facteurs menaçant la quiétude et l'environnement humain ainsi que les besoins sécuritaires en prenant en compte la participation et les besoins des jeunes, des femmes et des personnes particulièrement affectées par le problème sécuritaire pour une gouvernance sécuritaire inclusive et efficace »¹⁰⁰. Par ailleurs, des habitants estiment que ces structures devraient participer dans la sensibilisation des populations « Le rôle de CLS après le départ de la Monusco, c'est de sensibiliser la population. Leur dire que la Monusco est partie et elles doivent prendre les choses en mains »¹⁰¹. Pendant que certains habitants pensent qu'ils devraient jouer le rôle d'organisation des tribunes d'expression populaire et collaborer avec les structures d'alerte précoce en plus de la multiplication des rencontres avec la communauté : « Les CLSE devraient multiplier des rencontres avec les membres de la communauté, les assurer de ne pas être déstabilisés avec le départ. Que l'État prenne tout en charge mais également que les CLSE devrait collaborer avec les structures d'alerte afin d'améliorer la sécurité (...)»¹⁰².

D'autres estiment que les CLS devraient maintenir la collaboration avec les Wazalendo outre les sensibilisations à avoir la confiance aux forces de défenses et de sécurité et à l'administration : « Coopérer beaucoup avec les services de l'ordre et livrer des informations par rapport à la sécurité »¹⁰³. Bien que les CLS ne fonctionnent pas dans le centre de Bulambika, l'on reconnaît les rôles des rencontres entre les autorités locales pour discuter la quiétude et l'ordre public dans certaines entités : « Nous sommes une radio communautaire et nous n'avons pas de comités locaux de sécurité dans tout Bunyakiri. Il y a des réunions qui se tiennent entre la communauté qui est propriétaire de la radio et les responsables de radio »¹⁰⁴. Dans la ville de Bukavu, les CLS devraient travailler en synergie pour assurer que les forces de défense et de sécurité (FDS) protègent les civiles. Comment comprendre le retrait de la MONUSCO face à la récurrence et la régénération des conflits : « Le rôle du CLS/E pendant le retrait de la Monusco est d'abord celui d'informer la population sur comment les services de sécurité de la RDC vont assurer la sécurité après le départ de la sécurité mais aussi de garantir la sécurité des populations et de leurs biens ». Enfin, les CLS et ses membres ont les responsabilités de sécurisation malgré qu'ils soient limités, de ce fait ils doivent organiser des tribunes d'expression populaire trimestriellement et accéder dans les villages dans leurs entités. Ceci aura pour finalité de travailler sur des informations (Renseignements) mais aussi aiderait les forces de défense et de sécurité à contribuer efficacement à la protection des civiles : « Ce comité local de sécurité, on suggérerait la tribune d'expression populaire soit par trimestre et surtout par village car les difficultés des villages se différencient »¹⁰⁵. Bien que Kahombo et collègues (2024)¹⁰⁶ ne reconnaissent pas les efforts fournis par les comités locaux de sécurité dans leurs résultats, au niveau local la RD Congo avait institué un cadre et établi des possibilités d'associer des acteurs de la société civile au sein des CLS (élargi) dans les réunions des comités locaux de sécurité où des plans locaux de sécurité ont été établis malgré leur faiblesse.

¹⁰⁰ Voir le décret

¹⁰¹ Focus Group 2, Kamanyola, mai 2024

¹⁰² Entretien avec le chef de groupement Kamanyola, Kamanyola, mai 2014

¹⁰³ Focus Group, Bukavu, mai 2024

¹⁰⁴ Entretien avec Simon Weteshi Mapenzi Mihona, Bunyakiri (Bulambika), mai 2024

¹⁰⁵ Entretien avec Christian Balikubiri, Kamanyola, mai 2024

¹⁰⁶ B. KAHOMBO, J. CIHUNDA HENGELELA et J.-R. MABWILO, *Le retrait programmé de la MONUSCO de la République Démocratique du Congo : Enjeux et perspectives...*, op. cit., p. 7-8.

5. RESURGENCE DES CONFLITS

Section dédiée à la compréhension de la résurgence des conflits et la politique d'atténuation, il commence par présenter les types des conflits récurrents puis les risques de leurs résurgences avant des situer les alternatives et conséquences sur les femmes et les enfants. Il conclut par les politiques d'atténuation.

5.1. Conflits récurrents et cohésion communautaire

Selon les statistiques de la division provinciale, plus de huit territoires sont caractérisés par des conflits de pouvoirs locaux et de successions aux pouvoirs, d'autres conflits sont nombreux. Certains sont vécus différemment dans les milieux urbains et ruraux, mais aussi les différences sont énormes. Alors que la cité de Sange est caractérisé par la récurrence des conflits de terres (Fonciers) et dans la chefferie plaine de la Ruzizi le dualisme des pouvoirs, les Banditismes sont des phénomènes transversaux en plus de tensions entre réfugiés au centre de rassemblement de Sange et les populations environnantes. Dans la cité de Kamanyola l'on a relevé la récurrence des conflits fonciers et ceux qui liés à la transhumance et qu'opposent les éleveurs et agriculteurs mais aussi la contestation des pouvoirs locaux, des tensions entre les communautés sont nombreuses. Néanmoins, dans la ville de Bukavu, les conflits de terres, limites des parcelles, les compétitions communautaires autour des enjeux politiques centrées sur les tribus et les tensions entre la MONUSCO et ses anciens travailleurs dans la ville sont de plus en plus récurrentes. Conséquence, lesdits conflits sont au centre d'un manque de cohésion communautaire. En plus des mouvements des populations, les guerres civiles et les attaques des groupes armés ont affecté les populations : « *Le conflit Balega et Bashi se résume dans la recherche d'une province. Ces derniers sont les seuls à la réclamer, mais les autres (Bashi) ne les accompagnent pas ; C'est qui crée des frustrations vu que c'est le tribu majoritaire. La MONUSCO N'a rien fait pour résoudre ce conflit donc son départ non plus ne peut rien faire* »¹⁰⁷. De quelle manière les ONG¹⁰⁸ impliquées dans les interventions de transformation des conflits continuent-elles à travailler sur des "vieux" conflits ? Les engagements inter et intracommunautaires devraient-ils continuer? De quelle manière et avec quels types de financement les organisations de la société civile (souvent impliquées dans ces projets internationaux) devraient-elles continuer avec des projets d'interventions dans la médiation autour de la cohésion communautaire ? Il est temps de renforcer les rôles d'autres partenaires locaux (Par exemples les chefs des clans et des familles) à s'engager dans le processus de la cohésion communautaire.

5.2. Risques de résurgence des conflits

Si les risques de la résurgence des conflits sont permanents pour certaines alors que d'autres n'envisagent que du statu quo : « *Pas nécessairement parce qu'avant leur arrivée, pendant et après leur arrivée il y a toujours des problèmes entre les communautés* »¹⁰⁹. Pour certaines, les problèmes et des conflits ont existé malgré la présence de la Monusco, elles résideront avec son retrait progressif. D'autres estiment puis que les casques bleues ne se sont pas impliqués suffisamment dans la résolution des conflits, les risques de résurgence sont minimes bien que la MONUSCO avance le contraire et parle de ses collaborations¹¹⁰ avec les autorités locales : « *Malgré le retrait de la MONUSCO, les conflits doivent exister dans la cité, parce que la majorité de nos populations ont la haine de génération en génération mais il y a un groupe des jeunes qui commence à faire des campagnes dans les avenues ou des sensibilisations pour lutter contre la haine tribale et aboutir à une sécurité assurée* »¹¹¹. Par contre, ils montrent que les pratiques de monitoring ne seront plus effectuées et que cela puisse avoir un risque sur la résurgence des conflits. Il vaudrait alors mieux comprendre les conséquences du retrait sur les femmes et les enfants. Enfin, c'est aussi la question du repositionnement des groupes armés. Ces derniers seraient dans une logique de réoccupation des zones et territoires jadis sous contrôles des certaines casques bleues. Cela aura comme conséquences des poches de tension et des affrontements armés qui sont au centre des déplacements internes forcés et d'accroissement des crises humanitaires dans la province du Sud-Kivu. Le départ de la MONUSCO des Hauts Plateaux d'Uvira, de Itombwe et de Fizi a des répercussions sur terrain. Des Banyamulenge¹¹² autant que d'autres communautés dans les zones de conflits souffrent, mais aussi des milices proches d'eux sont au centre des déplacements forcés des populations dans le secteur de Mutambala¹¹³ et dans la chefferie des Bafuliru.

5.3. Conséquences du retrait sur les femmes et les enfants

Généralement, les conflits affectent aussi bien les hommes que les femmes à des proportions différentes. Si les femmes et les enfants deviennent des proies, elle sont les cibles des violences bien que les enfants soient aussi au cœur des violences : « *Dans les zones des conflits les femmes et les enfants sont des proies facile de ces groupes car sont violées et violentées. Les enfants sont esclavagisés et transformés en porteurs, des assaillants ou des agresseurs. Il faut multiplier la sensibilisation à travers tous les outils disponibles, réseaux sociaux, médias et focus groupe, réunions familiales, forum des jeunes etc.* »¹¹⁴. Bien que les chiffres montrent que les femmes et les enfants sont les plus affectés par les conflits armés et ceux opposent les groupes ethniques, le retrait de la MONUSCO pourrait avoir des impacts sur eux. Si certains estiment que le retrait ne peut affecter la sécurité des femmes et des enfants, à Kamanyola par contre, non seulement les femmes et les enfants seront affectés, les services Étatiques le seront également. Des conséquences se font sentir en ce qui concerne la prise en charge des femmes sur plan de l'assistance tant sanitaire, administrative et éducative. D'autres personnes renforcent l'idée qu'il y aura des problèmes sérieux bien que la président de la société civile rassurait des alertes. Le service de droit de l'enfant et de Droits Humains seront impactés par le retrait de la MONUSCO dans leur politique de lutte contre l'adhésion des enfants au sein des forces et groupes armés. Si d'autres versions sont catégoriques et soutiennent que l'État devrait se prendre en charge, les femmes et les enfants ne devraient pas s'inquiéter. Par ailleurs, à Kavumu comme à Kamanyola, des enfants qui ont été sous-traités par les casques bleues et ceux qui avaient des petits jobs seront aussi impactés : « *...des enfants et autres personnes adultes qui vivent grâce à la nourriture trouvée à la Monusco, comme elle va quitter Kavumu, ils ne savent quoi faire ces personnes...* »¹¹⁵. Par ailleurs, pour femme, plusieurs enfants qui allaient manger et qui se sont convertis en musulmans vont souffrir du départ des casques bleues : « *Moi, en tant que femme, le retrait de la MONUSCO est un manque. Plusieurs enfants allaient manger à la MONUSCO, ils ne vivaient que grâce à la MONUSCO, alors elle vient de partir, comment vont-ils*

¹⁰⁷ Entretien avec Darius Kitoka, Bukavu, mai 2024

¹⁰⁸ Interpeace et Life & Peace Institute

¹⁰⁹ Christian Balikubiri, Op.cit.

¹¹⁰ Kamanyola : Le commandant de la base parle des réalisations des Casques bleus pakistanais, 2024.

¹¹¹ Focus Group, Kamanyola, mai 2024

¹¹² Sonia ROLLEY, « RDC: les violences dans les hauts plateaux provoquent des déplacements de Banyamulenge », RFI, 2 mai 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210502-rdc-les-violences-dans-les-hauts-plateaux-provoquent-des-d%C3%A9placements-de-banyamulenge>.

¹¹³ Chadrack LONDE, « Incendie dévastateur au site des déplacés Internes de Malicha au Sud-Kivu », Actualite.cd, 6 octobre 2023, <https://actualite.cd/2023/10/06/incendie-devastateur-au-site-des-deplacés-internes-de-malicha-au-sud-kivu>.

¹¹⁴ Entretien avec Darius Kitoka, Bukavu, mai 2024

¹¹⁵ Focus Group, Kavumu, mai 2024

encore vivre ? Il y a les enfants et les jeunes qui sont devenus musulmans à cause de la nourriture »¹¹⁶. Cependant, avant de parler des politiques d'atténuation de la crise seront proposées dans les lignes suivantes, Jeanne Nzigire pense que les prostituées seront affectées par le départ de la MONUSCO également : « Je ne peux pas dire qu'il y aura vraiment de vide pour les prostituées parce que les casques bleus envoyaient des gens nous appeler. Il y a parmi eux ceux qui nous payaient mal et les autres donnaient une bonne somme ».¹¹⁷

5.4. Esquisses des politiques d'atténuation

Plusieurs options ont été soulevées afin d'atténuer les conflits s'ils resurgissaient au départ de la MONUSCO: La création des clubs pour discuter des problèmes des femmes outre le rôle des Maman Genre ; Renforcer les conseils locaux de sécurité dans les alertes et instaurer une gouvernance inclusive et participative dans les entités où la MONUSCO s'est retirée enfin travailler sur la sensibilisation et la transformation de conflits. Cependant les politiques d'atténuation proposée par les personnes rencontrées sont celles que concilient le dialogue et de rencontre entre les communautés afin de discuter des divergences : « Favoriser les groupes de voisinage, des rencontres sportives ou tout le monde gagne, créer des prix de champions de réconciliation conduisant aux développements communautaires, des champs communautaires et des greniers ou tout le monde gagne »¹¹⁸. D'autres, pensent que la Monusco n'était qu'une solution provisoire pourtant une politique de dialogue serait plus avantageuse à la gestion des conséquences : « La MONUSCO n'était qu'une solution provisoire au conflit il serait crucial de privilégier le dialogue »¹¹⁹. Enfin, d'autres proposent les salutations locales et des arrangements entre les acteurs dans l'espace social villageois : « Mon cher ami on va les résoudre comme on l'a toujours fait, moi à part être journaliste je suis aussi vice-président de la jeunesse de Kamanyola. Alors, on fera comme on l'a toujours fait. Je coordonne les Balalarondo, donc ça c'est une matière que je maîtrise »¹²⁰.

¹¹⁶ Entretien avec Jeanne Nzigire, Kavumu, mai 2024

¹¹⁷ Idem

¹¹⁸ Entretien avec Darius Kitoka, Bukavu, mai 2024

¹¹⁹ Focus Group, Bukavu, mai 2024

¹²⁰ Focus Group, Kamanyola, mai 2024

CONCLUSION

Quelques conclusions peuvent être tirées en dépit de la collecte des données et le processus de triangulation. Afin de comprendre les perceptions locales ainsi que le rôle que les médias la transition, mieux les confronter aux multiples interventions liées à la résolution 2666 de 2022 au regard de la réalité dans les villes de Bukavu et d'Uvira et dans quatre territoires visités par les chercheurs. À travers une approche socio-anthropologique de collecte de données, des interviews approfondies ont été organisées à côté des focus groups. Si des critiques persistent par rapport à la protection des civils, il faut reconnaître aussi son implications dans les opérations militaires contre des groupes armés. En ce qui concerne la démobilisation ainsi que la réforme du secteur de sécurité, des actions et politiques courageuses de prise en charge de la relevé doivent être engagées et appuyées.

- 1) Le retrait de casques bleus au Sud-Kivu est effectif à Kamanyola, Bunyakiri et Mikenge mais les faits ne sont pas encore sentis sur le plan de la sécurité malgré qu'à Mikenge ce sont les FARDC qui ont occupés leurs camps et Kamanyola ce sont les policiers qui manquent de tout.
- 2) Deux mois avant le retrait de la MONUSCO à Kamanyola, Bunyakiri et Mikenge, le secteur opérationnel Sukola 2 au sein des FARDC avait procédé au redéploiement et remplacement des FARDC dans les territoires de Walungu (Kamanyola) à Uvira (Chefferie des Bafuliru et Plaine de la Ruzizi). Si ces déploiement ont résolu une problématique des militaires qui ont durés plus d'une décennies, leurs déploiement a été au centre des frictions avec des populations à Sange pas ailleurs.
- 3) Malgré la présence des militaires burundais à Sange et les forces Étatiques, le vide laissé par la Monusco pourrait être comblé si et seulement si les FARDC et la PNC comme les TAFOC ont des moyens de le faire et des capacités de manœuvre suffisantes. Bien que les groupes armés soient devenus des Wazalendo, cela pose plus de problème car leur participation dans la vie publique est accepté pour vue qu'ils ne menacent les forces armées de la RD Congo ainsi que les acteurs civils de renseignements.
- 4) Si le risque de la résurgence des conflits soit énorme, en ce qui concerne les plus permanents dans certaines entités, des habitants pensent que ces derniers ont existé avant la MONUSCO, ils y étaient pendant ses nombreux mandats, ils devront co-évoluer avec les communautés malgré le retrait. Seulement qu'il faille les prévenir et les circonscrire. Les perceptions locales par rapport au retrait sont controversées. Si certaines sont négatives, d'autres sont nuancées, pendant que d'autres sont favorables à la Mission.
- 5) En ce qui concerne la protection des civiles, les avis sont partagés. L'on a constaté que certains responsabilisent l'État congolais et ses forces de défense et de sécurité, pendant que d'autres pensent aux acteurs armés privés et non-Étatiques biens qu'ils soient au centre de la violence armé ; une dernière frange espère que les structures comme CLS (acteurs de l'Etat à la base) et les CLP (Étatique et organisation de la société civile) devraient assurer la relève du processus d'alerte précoce, l'anticipation des menaces et la sécurisation des zones de conflits.
- 6) En ce qui concerne les médias, ces derniers ont des rôles majeurs à jouer. D'abord, c'est informer les auditeurs et la population du retrait et des défis à relever ; ensuite construire une culture de confiance auprès des auditeurs et de la population envers les forces de défenses et de sécurité afin de jouer pleinement leur rôles et assurer la sécurisation et la protection des civiles ; enfin organiser les débats et des émissions autour des avantages de la cohésion communautaire comme la nouvelle loi sur la liberté de la presse le stipulé et le reconnaît pleinement.

DES INTERVENTIONS PRATIQUES À APPUYER

- 1) **Prévenir la complexification des crises humanitaires** : les médias, toute typologie confondue ont un rôle à jouer à travers leurs possibilités d'alertes (précoce) des tendances et tensions qui se passent au sein de l'entité. Une approche en synergie entre les médias locaux basés dans plusieurs localités du Sud-Kivu aura l'avantage de pouvoir échanger certaines informations entre producteurs, avant de les circuler largement. Bien que des consortium existent, peu se sont investi dans la communication du retrait de la MONUSCO et la gestion de la transition post-MONUSCO.
- 2) **Renforcer les structures et mécanismes locaux de sécurité et de protection des civiles** : De ce point de vue des d'interventions seront proposés pour des médias (privés, communautaires, étatiques) dans le présent processus. Ainsi, les bailleurs devraient renforcer d'abord ces mécanismes locaux de sécurité puis les médias devront ensuite apporter un support de communication et de sensibilisation.
- 3) **Appuyer les projets des médias qui accompagnent la gestion participative des probables « vides sécuritaire » ainsi que les réponses significatives en cas d'alertes sécuritaires précoces.** Le besoin de renforcement des capacités des médias et journalistes se font sentir pour mieux comprendre le rôle qu'ils doivent jouer et de développer des formats médiatiques qui soutiennent l'approche. Comme la transmission d'informations sécuritaires auprès des autorités locales et acteurs humanitaires en dépit des fonctions d' INSO. Les journalistes devraient jouer un rôle dans la transmission desdites informations au grand public autant dans la gestion de paniques à travers des émissions et des alertes précoces médiatisés. Enfin, les médias devraient développer des contenus intra et/ou inter communautaires qui dépassent les émissions classiques et accorder de l'espace aux communautés locales).
- 4) **Pendant la transition, les rôles des médias devraient associer les programmes spécifiques autour du retrait, la relève de la Monusco et accompagner les campagnes médiatiques sur la confiance à accorder aux FARDC et PNC pendant la transition, enfin travailler sur le besoin d'un rapprochement civilo-militaires au cours de la transition** : Loin de glorifier les capacités sécuritaires et en tenant compte de la loi sur la liberté de presse, analyser, critiquer objectivement est crucial car le rôle principal et civique des médias les obligent à rapporter sur ce qui se passe, sur les faits, bref la vérité. Clairement, il sera question d'appuyer des actions à développer des formats qui montrent l'état d'avancement des FARDC, concomitamment avec toutes les acteurs de la société civiles et les organisations à base communautaire (OBC) tout en restant honnête aux auditeurs de montrer également des faiblesses.

- 5) **L'interdiction des médias à diffuser les informations sécuritaires en RD Congo est un des obstacle majeur.** Des acteurs devraient travailler avec les structures de l'État localement dans une dynamique de démocratisation et de redevabilité autour de la sécurité de proximité.

RÉFÉRENCES

- AMADOU Nafissa, « Les wazalendo sont devenus les alliés de l'armée congolaise – DW – 06/03/2024 », *Dw.com*, 6 mars 2024, <https://www.dw.com/fr/les-wazalendo-ennemis-d-hier-devenus-des-alli%C3%A9s/a-68451579>.
- BASIMKE William, « RDC: au moins 21 morts en deux jours dans le carré minier de Bigaragara, au Sud-Kivu », *Rfi*, 19 août 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220819-rdc-au-moins-21-morts-en-deux-jours-dans-le-carr%C3%A9-minier-de-bigaragara-au-sud-kivu>.
- BOUVY Alexis, BISIMWA Stanislas et BATUMIKE Eric, *La paix des armes dans le Nord de Kalehe*, Gand, Serie Insecure Livelihoods, 2021.
- BUREAU DU PORTE-PAROLE ET DES RELATIONS AVEC LES MEDIAS, « Les Casques bleus pakistanais de l'ONU quittent la RD Congo après plus de 20 ans de service ».
- BUREAU DU PORTE-PAROLE ET DES RELATIONS AVEC LES MEDIAS, « Premier transfert de base de la MONUSCO aux FARDC, dans le cadre du désengagement du Sud-Kivu ».
- CHEF DE DIVISION PROVINCIALE DES AFFAIRES COUTUMIERES, « Cartographie des conflits coutumiers dans la province du Sud-Kivu ».
- CIKURU Museza, « Kalehe: 8ème anniversaire du massacre de Kamananga, les victimes attendent toujours réparation », *La Prunelle RDC*, 14 mai 2020, <https://laprunellerdc.cd/kalehe-8eme-anniversaire-du-massacre-de-kamananga-les-victimes-attendent-toujours-reparation/>.
- CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, *Rapport du Secrétaire général*, New York, Nations Unies, 2023.
- CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, *Résolution 2666 (2022) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9226e séance, le 20 décembre 2022*, 2022.
- CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, *Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, New York, Nations Unies, 2022.
- KAHOMBO Balingene, CIHUNDA HENGEELELA Joseph et MABWILO Jean-Rene, *Le retrait programmé de la MONUSCO de la République Démocratique du Congo : Enjeux et perspectives*, ASSN, 2024.
- KIVUTIMES, « Les jeunes patrouilleurs de Kamanyola menacent la suspension de cette activité », *Kivutimes*, 12 décembre 2019, <https://kivutimes.com/les-jeunes-patrouilleurs-de-kamanyola-menacent-la-suspension-de-cette-activite/>.
- LEVINE-SPOUND Daniel, *Système d'alerte précoce et réponse rapide : Quelle mise en oeuvre par les opérations de maintien de la paix de l'ONU?*, Center for Civilians in Conflict, 2021.
- LIKOTA Alain, « Sud-Kivu : le dernier contingent pakistanais de la MONUSCO quitte la RDC », *MONUSCO*, 30 avril 2024, <https://monusco.unmissions.org/sud-kivu-le-dernier-contingent-pakistanais-de-la-monusco-quitte-la-rdc>.
- LINDA Mapendo, « Tracasseries des Wazalendo au Sud-Kivu: il faut des mesures d'encadrement pour protéger la population ».
- LONDE Chadrack, « Incendie dévastateur au site des déplacés Internes de Malicha au Sud-Kivu », *Actualite.cd*, 6 octobre 2023, <https://actualite.cd/2023/10/06/incendie-devastateur-au-site-des-deplaces-internes-de-malicha-au-sud-kivu>.
- MAMARADIO Cikuru, « Sud Kivu : Persistance des conflits coutumiers dans certaines chefferies », *Mama_Radio_96.6MHz*, 2018, <https://mamaradio.info/sud-kivu-persistance-des-conflits-coutumiers-dans-certaines-chefferies/>.
- MAZAMBI Sylvie, « Balala rondo, un groupe d'autodéfense pour sécuriser Uvira ? », *Habari RDC*, 15 juillet 2017, <https://habarirdc.net/balala-rondo-groupe-dautodefense-securer-uvira/>.
- MONUSCO, « Historique », *MONUSCO*, 25 février 2016, <https://monusco.unmissions.org/historique>.
- MONUSCO, « Protection des populations civiles », *MONUSCO*, 25 février 2016, <https://monusco.unmissions.org/protection-des-populations-civiles>.
- MOUKO BOUDOMBO Armand, « Insécurité : historique des interventions militaires étrangères en RDC », *BBC News Afrique*, 21 avril 2024, <https://www.bbc.com/afrique/articles/clweg305q72o>.
- MUBAKE KAKOZI Emmanuel, « Division provinciale des affaires coutumières terriotes d'Uvira : Cartographie des conflits coutumiers dans le territoire d'Uvira ».
- MUSAMBA Josaphat, « Lowa-Numbi, Menaces M23 /ARC et MCDPIN/Nyatara : Remobilisation armée et acteurs armés étatiques et/ou non étatiques dans le champ minier local », Bukavu, 2023.

MUSAMBA Josaphat, « Naviguer entre des espaces de conflits armés », *GIC Network*, 20 mars 2020, <https://www.gicnetwork.be/naviguer-entre-des-espaces-de-conflits-armes/>.

MUSAMBA Josaphat et RWAKIRA Espoir, « Guerres civiles dans les Hauts Plateaux de Fizi, Uvira et Itombwe : Comprendre la « délégitimation » d'une Brigade d'intervention rapide. - Groupe d'Etudes sur les Conflits la Sécurité Humaine ».

MUZALIA KIHANGU Godefroid, BAHATI Alain, BATUMIKE Eric et BISIMWA Stanislas, *Ni paix, ni guerre? La persistance des conflits et de l'insécurité dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu*, Gand, Serie Insecure Livelihoods, 2022.

MUZALIA SAFI Keren-Immaculé, MAPENDO MARHEGANE Aimée et MUSAMBA Josaphat, « "Nous sommes des morts vivants" : Le quotidien des réfugiés burundais au camp de rassemblement à Sange (Chefferie de la plaine de la Ruzizi) ».

NTABOBA Willy, « Coups de feu au centre commercial de Kavumu : Un incident évité de justesse ».

NTABOBA Willy, « Kabare: des marchés pirates créent l'insécurité au centre de Kavumu ».

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, coll.« Anthropologie prospective », 2008.

PIERRET Coralie, « Les « wazalendo », des « patriotes » en guerre dans l'est de la RDC », *Le Monde.fr*, 13 décembre 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/13/les-wazalendo-des-patriotes-en-guerre-dans-l-est-de-la-rdc_6205635_3212.html.

RADIO OKAPI, « Masisi : les FARDC et les Wazalendo délogent le M23 de Bitonga », *Radio Okapi*, 6 mai 2024, <https://www.radiookapi.net/2024/05/07/actualite/securite/masisi-les-fardc-et-les-wazalendo-delogent-le-m23-de-bitonga>.

RADIO OKAPI, « Uvira : le député Claude Misare exhorte la population à collaborer avec les services de sécurité », *Radio Okapi*, 27 décembre 2022, <https://www.radiookapi.net/2022/12/27/actualite/securite/uvira-le-depute-claude-misare-exhorte-la-population-collaborer-avec>.

RADIO OKAPI, « RDC : 11 casques bleus de la Monusco blessés à Kamananga », *Radio Okapi*, 14 mai 2012, <https://www.radiookapi.net/actualite/2012/05/14/rdc-11-casques-bleus-de-la-monusco-blesses-a-kamananga>.

RLPC, « Abus des droits humains au Sud-Kivu et Maniema : RLPC demande aux autorités de collaborer avec les forces vives pour la protection des civiles (RPLC) ».

ROLLEY Sonia, « RDC: les violences dans les hauts plateaux provoquent des déplacements de Banyamulenge », *RFI*, 2 mai 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210502-rdc-les-violences-dans-les-hauts-plateaux-provoquent-des-d%C3%A9placements-de-banyamulenge>.

SAMA LUKONDE KYENGE Jean-Michel, OKITO WA KOY DANIEL Aselo, MUTOMBO KIESE Rose, BOJI SANGARA BAMANYIRWA Aimé et KABANDA KURHENGGA Gilbert, *Décret n° 22/44 du 6 décembre 2022 portant création, organisation et fonctionnement des comités provincial et local de sécurité*, 2022.

THILL Michel, *Un système d'insécurité Comprendre la violence et la criminalité urbaines à Bukavu*, Londres/ Nairobi, Rift Valley Institute, coll.« Insécurité en Ville », 2019.

THILL Michel, NJANGALA Robert et MUSAMBA Josaphat, *Placer le quotidien de la police au cœur de la réforme à Bukavu*, Nairobi, Rift Valley Institute & Polisi Siku kwa Siku, 2013.

TSHISEKEDI TSHILOMBO Felix-Antoine, *Ordonnance-Loi N°23/009 du 13 mars 2023 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse, d'information et d'émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en République démocratique du Congo*, 2023.

VAN CAMPENHOUDT Luc, MARQUET Jacques et QUIVY Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 5e éd. entièrement revue et Augmentée., Malakoff, Dunod, 2017.

VLASSENROOT Koen, N. BISOKA Aymar et MUSAMBA Josaphat, *Centers of Diffusion and their Potential Operational Response*, CRG et SPF, 2022.

VNG INTERNATIONAL, « Les Comités Locaux de Sécurité d'Uvira, dans l'Est de la RDC signe un accord de partenariat avec VNG international dans le cadre du programme ESPER ».

WILONDEJA Trésor, « Sud-Kivu : des exactions des « Wazalendo » créent un déplacement massif des habitants de Numbi », *La Prunelle RDC*, 7 mai 2024, <https://laprunellerdc.cd/sud-kivu-des-exactions-des-wazalendo-creent-un-deplacement-massif-des-habitants-de-numbi/>.

RDC : la dure réalité des policiers installés dans l'est, 2024.

Kamanyola : Le commandant de la base parle des réalisations des Casques bleus pakistanais, 2024.

Benevolencia Grands Lacs : Juin 2024

Media for Dialogue 3

Retrait de la MONUSCO : Rapport Final

DR Congo

